Supplemento ordinario alla "Gazzetta Ufficiale,, n. 61 del 14 marzo 2006 - Serie generale

Spediz. abb. post. 45% - art. 2, comma 20/b
Legge 23-12-1996, n. 662 - Filiale di Roma

GAZZETTA UFFICIALE
DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA **Roma - Martedì, 14 marzo 2006** SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI NON FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DELLA GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONE LEGGI E DECRETI - VIA ARENULA 70 - 00100 ROMA
AMMINISTRAZIONE PRESSO L'ISTITUTO POLIGRAFICO E ZECCA DELLO STATO - LIBRERIA DELLO STATO - PIAZZA G. VERDI 10 - 00100 ROMA - CENTRALINO 06 85081

N. 60/L

LEGGE 13 febbraio 2006, n. **87.**

Adesione della Repubblica italiana al Protocollo del 1996 alla Convenzione del 1972 sulla prevenzione dell'inquinamento dei mari causato dall'immersione di rifiuti, fatto a Londra il 7 novembre 1996, con allegati.

SOMMARIO

LEGGI ED ALTRI ATTI NORMATIVI

LEGGE 13 febbraio 2006, n. **87.**

Adesione della Repubblica italiana al Protocollo del 1996 alla Convenzione del 1972 sulla prevenzione dell'inquinamento dei mari causato dall'immersione di rifiuti, fatto a Londra il 7 novembre 1996, con allegati.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Promulga

la seguente legge:

Art. 1.

Autorizzazione all'adesione

1. Il Presidente della Repubblica è autorizzato ad aderire al Protocollo del 1996 alla Convenzione del 1972 sulla prevenzione dell'inquinamento dei mari causato dall'immersione di rifiuti, fatto a Londra il 7 novembre 1996, con allegati.

Art. 2.

Ordine di esecuzione

1. Piena ed intera esecuzione è data al Protocollo di cui all'articolo 1, a decorrere dalla data della sua entrata in vigore, in conformità a quanto disposto dall'articolo 25 del Protocollo stesso.

Art. 3.

Copertura finanziaria

1. Per l'attuazione della presente legge è autorizzata la spesa di euro 18.840 annui a decorrere dall'anno 2005. Al relativo onere si provvede mediante corrispondente riduzione dello stanziamento iscritto, ai fini del bilancio triennale 2005-2007, nell'ambito dell'unità previsionale di base di parte corrente «Fondo speciale» dello stato di previsione del Ministero dell'economia e delle finanze per l'anno 2005, allo scopo parzialmente utilizzando l'accantonamento relativo al Ministero degli affari esteri.

2. Il Ministro dell'economia e delle finanze è autorizzato ad apportare, con propri decreti, le occorrenti variazioni di bilancio.

Art. 4.

Entrata in vigore

1. La presente legge entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale*.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserita nella Raccolta ufficiale degli atti normativi della Repubblica italiana. È fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 13 febbraio 2006

CIAMPI

Berlusconi, *Presidente del Consiglio dei Ministri*
Fini, *Ministro degli affari esteri*

Visto, *il Guardasigilli:* Castelli

ALLEGATI

PROTOCOLE DE 1996 A LA CONVENTION DE 1972 SUR LA PREVENTION DE LA POLLUTION DES MERS RESULTANT DE L'IMMERSION DE DECHETS

LES PARTIES CONTRACTANTES AU PRESENT PROTOCOLE,

SOULIGNANT la nécessité de protéger le milieu marin et de promouvoir l'utilisation et la conservation durables des ressources marines,

NOTANT à cet égard les résultats obtenus dans le cadre de la Convention de 1972 sur la prévention de la pollution des mers résultant de l'immersion de déchets, et en particulier l'évolution vers des approches fondées sur la précaution et la prévention,

NOTANT EGALEMENT le rôle joué à cet égard par les instruments complémentaires régionaux et nationaux qui visent à protéger l'environnement marin et qui tiennent compte des circonstances et des besoins particuliers de ces régions et Etats,

REAFFIRMANT l'utilité d'une approche mondiale de ces questions et en particulier l'importance pour les Parties contractantes de coopérer et collaborer en permanence pour mettre en oeuvre la Convention et le Protocole,

RECONNAISSANT qu'il peut être souhaitable de prendre, au niveau national ou régional, des mesures plus rigoureuses pour prévenir et éliminer la pollution du milieu marin résultant de l'immersion que celles que prévoient les conventions internationales ou autres types d'accords de portée mondiale,

PRENANT EN CONSIDERATION les actions et accords internationaux pertinents, et notamment la Convention des Nations Unies de 1982 sur le droit de la mer, la Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement et Action 21,

CONSCIENTES AUSSI des intérêts et capacités des Etats en développement, et en particulier, des petits Etats insulaires en développement,

CONVAINCUES que de nouvelles dispositions internationales visant à prévenir, réduire et, lorsque cela est possible dans la pratique, éliminer la pollution des mers résultant de l'immersion peuvent et doivent être prises sans tarder en vue de protéger et préserver le milieu marin et de gérer les activités humaines de manière que l'écosystème marin continue à supporter les utilisations légitimes de la mer et à répondre aux besoins des générations actuelle et futures,

SONT CONVENUES de ce qui suit :

ARTICLE 1

DEFINITIONS

Aux fins du présent Protocole :

1 "Convention" désigne la Convention de 1972 sur la prévention de la pollution des mers résultant de l'immersion de déchets, telle que modifiée.

2 "Organisation" désigne l'Organisation maritime internationale.

3 "Secrétaire général" désigne le Secrétaire général de l'Organisation.

4 .1 "Immersion"désigne :

.1 toute élimination délibérée dans la mer de déchets ou autres matières à partir de navires, aéronefs, plates-formes ou autres ouvrages artificiels en mer;

.2 tout sabordage en mer de navires, aéronefs, plates-formes ou autres ouvrages artificiels en mer;

.3 tout entreposage de déchets ou autres matières sur le fond des mers, ainsi que dans leur sous-sol, à partir de navires, aéronefs, plates-formes ou autres ouvrages artificiels en mer; et

.4 tout abandon ou renversement sur place de plates-formes ou autres ouvrages artificiels en mer, dans le seul but de leur élimination délibérée.

.2 Le terme "immersion" ne vise pas :

.1 l'élimination dans la mer de déchets ou autres matières résultant ou provenant de l'exploitation normale de navires, aéronefs, plates-formes ou autres ouvrages artificiels en mer ainsi que leur équipement, à l'exception des déchets ou autres matières transportés par ou transbordés sur des navires, aéronefs, plates-formes ou autres ouvrages artificiels en mer qui sont utilisés pour l'élimination de ces matières, ou provenant du traitement de tels déchets ou autres matières à bord desdits navires, aéronefs, plates-formes ou autres ouvrages artificiels;

.2 le dépôt de matières à des fins autres que leur simple élimination sous réserve qu'un tel dépôt ne soit pas incompatible avec l'objet du présent Protocole; et

.3 nonobstant les dispositions du paragraphe 4.1.4, l'abandon dans la mer de matières (par exemple des câbles, des pipelines ou des appareils de recherche marine) déposées à des fins autres que leur simple élimination.

.3 L'élimination ou l'entreposage de déchets ou autres matières résultant directement ou indirectement de l'exploration, de l'exploitation et du traitement offshore des ressources minérales du fond des mers ne relève pas des dispositions du présent Protocole.

5 .1 "Incinération en mer" désigne la combustion à bord d'un navire, d'une plate-forme ou autre ouvrage artificiel en mer de déchets ou autres matières aux fins de leur élimination délibérée par destruction thermique.

.2 L'expression "incinération en mer" ne vise pas l'incinération de déchets ou autres matières à bord d'un navire, d'une plate-forme ou autre ouvrage artificiel en mer si de tels déchets ou autres matières résultent de l'exploitation normale de ce navire, de cette plate-forme ou autre ouvrage artificiel en mer.

6 "Navires et aéronefs" désigne les véhicules circulant sur l'eau, dans l'eau ou dans les airs, quel qu'en soit le type. Cette expression englobe les véhicules sur coussin d'air et les engins flottants, qu'ils soient autopropulsés ou non.

7 "Mer" désigne toutes les eaux marines autres que les eaux intérieures des Etats, ainsi que les fonds marins et leur sous-sol; ce terme ne comprend pas les dépôts dans le sous-sol marin auxquels on accède uniquement à partir de la terre.

8 "Déchets ou autres matières" désigne les matériaux et substances de tout type, de toute forme et de toute nature.

9 "Permis" désigne l'autorisation accordée préalablement et conformément aux mesures pertinentes adoptées en application de l'article 4.1.2 ou de l'article 8.2.

10 "Pollution" désigne l'introduction, résultant directement ou indirectement d'activités humaines, de déchets ou autres matières dans la mer, lorsqu'elle a ou peut avoir des effets nuisibles tels que dommages aux ressources biologiques et aux écosystèmes marins, risques pour la santé de l'homme, entrave aux activités maritimes, y compris la pêche et les autres utilisations légitimes de la mer, altération de la qualité d'utilisation de l'eau de mer et dégradation des valeurs d'agrément.

ARTICLE 2

OBJECTIFS

Les Parties contractantes protègent et préservent, individuellement et collectivement, le milieu marin de toutes les sources de pollution et prennent des mesures efficaces, selon leurs capacités scientifiques, techniques et économiques, pour prévenir, réduire et, lorsque cela est possible dans la pratique, éliminer la pollution causée par l'immersion ou l'incinération en mer de déchets ou autres matières. Au besoin, elles harmonisent leurs politiques à cet égard.

ARTICLE 3

OBLIGATIONS GENERALES

1 Dans la mise en oeuvre du présent Protocole, les Parties contractantes appliquent une approche de précaution en matière de protection de l'environnement contre l'immersion de déchets ou autres matières, cette approche consistant à prendre les mesures préventives appropriées lorsqu'il y a des raisons de penser que des déchets ou autres matières introduits dans le milieu marin

risquent de causer un préjudice, et ce, même en l'absence de preuves concluantes de l'existence d'un lien causal entre les apports et leurs effets.

2 Compte tenu de l'approche selon laquelle le pollueur devrait, en principe, assumer le coût de la pollution, chaque Partie contractante s'efforce d'encourager des pratiques selon lesquelles les personnes qu'elle autorise à se livrer à l'immersion ou à l'incinération en mer assument les coûts liés au respect des prescriptions relatives à la prévention et à la maîtrise de la pollution imposées pour les activités ainsi autorisées, compte dûment tenu de l'intérêt public.

3 Lorsqu'elles appliquent les dispositions du présent Protocole, les Parties contractantes agissent de manière à ne pas déplacer, directement ou indirectement, les dommages ou la probabilité de dommages d'un secteur de l'environnement à un autre et à ne pas remplacer un type de pollution par un autre.

4 Aucune des dispositions du présent Protocole ne doit être interprétée comme empêchant les Parties contractantes de prendre, individuellement ou conjointement, des mesures plus strictes conformes au droit international pour ce qui est de prévenir, de réduire et, lorsque cela est possible dans la pratique, d'éliminer la pollution.

ARTICLE 4

IMMERSION DE DECHETS OU AUTRES MATIERES

1 .1 Les Parties contractantes interdisent l'immersion de tous déchets ou autres matières à l'exception de ceux qui sont énumérés à l'Annexe 1.

.2 L'immersion de déchets ou autres matières énumérés à l'Annexe 1 est subordonnée à la délivrance d'un permis. Les Parties contractantes adoptent des mesures administratives ou législatives visant à garantir que la délivrance des permis et les conditions dont ils sont assortis respectent les dispositions de l'Annexe 2. Il convient d'accorder une attention particulière aux possibilités d'éviter l'immersion en privilégiant lés solutions préférables du point de vue de l'environnement.

2 Aucune des dispositions du présent Protocole ne doit être interprétée comme empêchant une Partie contractante d'interdire, en ce qui la concerne, l'immersion de déchets ou autres matières mentionnés à l'Annexe 1. Ladite Partie notifie de telles mesures d'interdiction à l'Organisation.

ARTICLE 5

INCINERATION EN MER

Les Parties contractantes interdisent l'incinération en mer de déchets ou autres matières.

ARTICLE 6

EXPORTATION DE DECHETS OU AUTRES MATIERES

Les Parties contractantes n'autorisent pas l'exportation de déchets ou autres matières vers d'autres pays aux fins d'immersion ou d'incinération en mer.

ARTICLE 7

EAUX INTERIEURES

1 Nonobstant toute autre disposition du présent Protocole, le présent Protocole ne s'applique aux eaux intérieures que dans la mesure prévue aux paragraphes 2 et 3.

2 Chaque Partie contractante choisit soit d'appliquer les dispositions du présent Protocole soit d'adopter d'autres mesures efficaces d'octroi de permis et de réglementation afin de contrôler l'élimination délibérée de déchets ou autres matières dans des eaux marines intérieures lorsque cette élimination constituerait une "immersion" ou une "incinération en mer" au sens de l'article 1, si elle était effectuée en mer.

3 Chaque Partie contractante devrait fournir à l'Organisation des renseignements sur la législation et les mécanismes institutionnels concernant la mise en oeuvre, le respect et la mise en application des dispositions dans les eaux marines intérieures. Les Parties contractantes devraient également s'efforcer autant que possible de fournir, à titre facultatif, des rapports récapitulatifs sur le type et la nature des matières immergées dans des eaux marines intérieures.

ARTICLE 8

DEROGATIONS

1 Les dispositions des articles 4.1 et 5 ne s'appliquent pas lorsqu'il est nécessaire d'assurer la sauvegarde de la vie humaine ou la sécurité des navires, aéronefs, plates-formes ou autres ouvrages artificiels en mer dans les cas de force majeure dus à des intempéries ou dans tout autre cas qui met en péril la vie humaine ou qui constitue une menace réelle pour les navires, aéronefs et plates-formes ou autres ouvrages artificiels en mer, sous réserve que l'immersion ou l'incinération en mer apparaisse comme le seul moyen de faire face à la menace et qu'elle entraîne, selon toute probabilité, des dommages moins graves qu'ils ne le seraient sans le recours à ladite immersion ou incinération en mer. L'immersion ou l'incinération en mer se fait de façon à réduire au minimum les risques d'atteinte à la vie humaine ainsi qu'à la faune et à la flore marines et elle est signalée sans délai à l'Organisation.

2 Une Partie contractante peut délivrer un permis par dérogation aux articles 4.1 et 5 dans des cas d'urgence qui présentent une menace inacceptable pour la santé de l'homme, la sécurité ou le milieu marin et pour lesquels aucune autre solution n'est possible. Avant de ce faire, la Partie contractante consulte tout autre ou tous autres pays qui pourraient en être affectés ainsi que l'Organisation qui, après avoir consulté les autres Parties contractantes et, s'il y a lieu, les organisations internationales compétentes, recommande dans les meilleurs délais à la Partie contractante les procédures les plus appropriées à adopter, conformément à l'article 18.6. La Partie contractante suit ces recommandations dans toute la mesure du possible en fonction du temps dont elle dispose pour prendre les mesures nécessaires et compte tenu de l'obligation générale d'éviter de causer des dommages au milieu marin; elle informe l'Organisation des mesures qu'elle aura prises. Les Parties contractantes s'engagent à se prêter mutuellement assistance en de telles circonstances.

3 Une Partie contractante peut renoncer à ses droits aux termes du paragraphe 2 au moment de la ratification ou de l'adhésion au présent Protocole ou postérieurement.

ARTICLE 9

DELIVRANCE DES PERMIS ET NOTIFICATION

1 Chaque Partie contractante désigne une ou plusieurs autorités compétentes pour :

.1 délivrer des permis conformément au présent Protocole;

.2 enregistrer la nature et les quantités de tous les déchets ou autres matières pour lesquels des permis d'immersion ont été délivrés et, lorsque cela est possible dans la pratique, les quantités qui ont été effectivement immergées, ainsi que le lieu, la date et la méthode d'immersion; et

.3 surveiller individuellement ou en collaboration avec d'autres Parties contractantes et les organisations internationales compétentes l'état des mers aux fins du présent Protocole.

2 La ou les autorités compétentes d'une Partie contractante délivrent des permis conformément au présent Protocole pour les déchets ou autres matières destinés à l'immersion ou, comme il est prévu à l'article 8.2, à l'incinération en mer :

.1 chargés sur son territoire; et

.2 chargés à bord d'un navire ou d'un aéronef immatriculé sur son territoire ou battant son pavillon, lorsque ce chargement a lieu sur le territoire d'un Etat qui n'est pas Partie contractante au présent Protocole.

3 Lors de la délivrance des permis, la ou les autorités compétentes se conforment aux dispositions de l'article 4, ainsi qu'aux critères, mesures et conditions supplémentaires qu'elles peuvent juger pertinents.

4 Chaque Partie contractante communique, directement ou par l'intermédiaire d'un secrétariat établi en vertu d'un accord régional, à l'Organisation et, le cas échéant, aux autres Parties contractantes :

.1 les renseignements visés aux paragraphes 1.2 et 1.3;

.2 les mesures administratives et législatives prises pour appliquer les dispositions du présent Protocole, y compris un résumé des mesures d'exécution; et

.3 des renseignements sur l'efficacité des mesures visées au paragraphe 4.2 et tous problèmes rencontrés dans leur application.

Les renseignements visés aux paragraphes 1.2 et 1.3 doivent être soumis annuellement. Les renseignements visés aux paragraphes 4.2 et 4.3 doivent être soumis régulièrement.

5 Les rapports soumis en application des paragraphes 4.2 et 4.3 sont évalués par un organe subsidiaire approprié tel que désigné par la Réunion des Parties contractantes. Cet organe rendra compte de ses conclusions à une Réunion appropriée ou à une Réunion spéciale des Parties contractantes.

ARTICLE 10

MISE EN APPLICATION

1 Chaque Partie contractante applique les mesures requises pour la mise en oeuvre du présent Protocole à tous :

.1 les navires et aéronefs immatriculés sur son territoire ou battant son pavillon;

.2 les navires et aéronefs chargeant sur son territoire des déchets ou autres matières destinés à être immergés ou incinérés en mer; et

.3 les navires, aéronefs et plates-formes ou autres ouvrages artificiels présumés effectuer des opérations d'immersion ou d'incinération en mer dans les zones dans lesquelles elle est habilitée à exercer sa juridiction conformément au droit international.

2 Chaque Partie contractante prend des mesures appropriées conformément au droit international pour prévenir et, si nécessaire, réprimer les actes contraires aux dispositions du présent Protocole.

3 Les Parties contractantes conviennent de coopérer à l'élaboration de procédures en vue de l'application effective du présent Protocole dans les zones au-delà de la juridiction d'un Etat quelconque, y compris de procédures pour signaler des navires et aéronefs observés alors qu'ils se livrent à des opérations d'immersion ou d'incinération en mer en contravention des dispositions du présent Protocole.

4 Le présent Protocole ne s'applique pas aux navires et aéronefs jouissant de l'immunité souveraine qui leur est conférée par le droit international. Néanmoins, chaque Partie contractante veille, par l'adoption de mesures appropriées, à ce que de tels navires et aéronefs lui appartenant ou exploités par elle agissent de manière conforme aux buts et objectifs du présent Protocole et informe l'Organisation en conséquence.

5 Un Etat peut, au moment où il exprime son consentement à être lié par le présent Protocole, ou à tout moment ultérieur, déclarer qu'il en applique les dispositions à ses navires et aéronefs visés au paragraphe 4, étant entendu que seul cet Etat peut mettre en application ces dispositions à l'encontre de tels navires et aéronefs.

ARTICLE 11

PROCEDURES RELATIVES AU RESPECT DES DISPOSITIONS

1 Au plus tard deux ans après l'entrée en vigueur du présent Protocole, la Réunion des Parties contractantes établit les procédures et les mécanismes nécessaires pour évaluer et encourager le respect des dispositions du présent Protocole. De tels procédures et mécanismes sont mis au point de manière à faciliter un échange de renseignements entier et sans réserve, qui soit mené de manière constructive.

2 Après avoir pleinement examiné tous les renseignements soumis en application du présent Protocole et toutes les recommandations faites par l'intermédiaire des procédures et mécanismes

établis en vertu du paragraphe 1, la Réunion des Parties contractantes peut fournir les avis, l'assistance ou la coopération nécessaires aux Parties contractantes et aux Parties non contractantes.

ARTICLE 12

COOPERATION REGIONALE

Afin de promouvoir les objectifs du présent Protocole, les Parties contractantes ayant des intérêts communs à protéger le milieu marin d'une région géographique donnée s'efforcent, compte tenu des caractéristiques régionales, de renforcer la coopération régionale en concluant, notamment, des accords régionaux compatibles avec le présent Protocole en vue de prévenir, de réduire et, lorsque cela est possible dans la pratique, d'éliminer la pollution causée par l'immersion ou l'incinération en mer de déchets ou autres matières. Les Parties contractantes s'emploient à coopérer avec les parties aux accords régionaux en vue d'harmoniser les procédures destinées à être suivies par les Parties contractantes aux diverses conventions concernées.

ARTICLE 13

COOPERATION ET ASSISTANCE TECHNIQUES

1 Les Parties contractantes, par leur collaboration au sein de l'Organisation et en coordination avec d'autres organisations internationales compétentes, facilitent l'appui bilatéral et multilatéral en matière de prévention, de réduction et, lorsque cela est possible dans la pratique, d'élimination de la pollution causée par l'immersion, conformément aux dispositions du présent Protocole, aux Parties contractantes qui en font la demande en ce qui concerne :

.1 la formation du personnel technique et scientifique aux fins de la recherche, de la surveillance et de la mise en application, y compris, selon qu'il convient, la fourniture des équipements et moyens nécessaires, dans le but de renforcer les capacités nationales;

.2 les conseils sur la mise en oeuvre du présent Protocole;

.3 l'information et la coopération technique relatives à la réduction de la production de déchets et aux procédés de production propres;

.4 l'information et la coopération technique relatives à l'élimination et au traitement des déchets et à d'autres mesures visant à prévenir, réduire et, lorsque cela est possible dans la pratique, éliminer la pollution causée par l'immersion; et

.5 l'accès aux écotechnologies et au savoir-faire correspondant, ainsi que leur transfert, en particulier pour les pays en développement et les pays en transition vers l'économie de marché, à des conditions favorables, y compris à des conditions libérales et préférentielles, telles qu'approuvées d'un commun accord, compte tenu de la nécessité de protéger les droits de propriété intellectuelle ainsi que des besoins spéciaux des pays en développement et des pays en transition vers l'économie de marché.

2 L'Organisation s'acquitte des fonctions suivantes :

.1 transmission des demandes de coopération technique de Parties contractantes à d'autres Parties contractantes, compte tenu de considérations telles que les capacités techniques;

.2 coordination des demandes d'assistance avec d'autres organisations internationales compétentes, selon qu'il convient; et

.3 sous réserve de la disponibilité de ressources suffisantes, assistance aux pays en développement et aux pays en transition vers l'économie de marché qui ont fait connaître leur intention de devenir Parties contractantes au présent Protocole, pour l'examen des moyens nécessaires à sa mise en oeuvre intégrale.

ARTICLE 14

RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE

1 Les Parties contractantes prennent des mesures propres à promouvoir et faciliter la recherche scientifique et technique sur la prévention, la réduction et, lorsque cela est possible dans la pratique, l'élimination de la pollution résultant de l'immersion et d'autres sources de pollution des mers relevant du présent Protocole. Ces travaux de recherche devraient, notamment, consister à observer, mesurer, évaluer et analyser la pollution au moyen de méthodes scientifiques.

2 Pour réaliser les objectifs du présent Protocole, les Parties contractantes encouragent la communication aux autres Parties contractantes qui en font la demande de renseignements pertinents sur :

.1 les activités scientifiques et techniques et les mesures entreprises conformément au présent Protocole;

.2 les programmes scientifiques et techniques marins et leurs objectifs; et

.3 l'impact observé lors des activités de surveillance et d'évaluation menées en application de l'article 9.1.3.

ARTICLE 15

RESPONSABILITE

En accord avec les principes du droit international relatif à la responsabilité des Etats pour les dommages causés à l'environnement d'autres Etats ou à tout autre secteur de l'environnement, les Parties contractantes s'engagent à élaborer des procédures concernant la responsabilité naissant de l'immersion ou de l'incinération en mer de déchets ou autres matières.

ARTICLE 16

REGLEMENT DES DIFFERENDS

1 Les différends relatifs à l'interprétation ou à l'application du présent Protocole sont réglés en premier lieu par la négociation, la médiation ou la conciliation, ou par d'autres moyens pacifiques choisis par les parties au différend.

2 S'il ne peut être résolu dans les douze mois suivant la date à laquelle une Partie contractante a notifié à une autre l'existence d'un différend entre elles, le différend est réglé, à la requête d'une partie au différend, au moyen de la procédure d'arbitrage prévue à l'Annexe 3, à moins que les parties au différend ne conviennent d'avoir recours à l'une des procédures énumérées au paragraphe 1 de l'article 287 de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (1982). Les parties au différend peuvent en convenir ainsi, qu'elles soient ou non également Etats Parties à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (1982).

3 En cas d'accord portant sur le recours à l'une des procédures énumérées au paragraphe 1 de l'article 287 de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (1982), les dispositions énoncées dans la partie XV de cette convention qui se rapportent à la procédure choisie s'appliqueraient également *mutatis mutandis*.

4 Le délai de douze mois visé au paragraphe 2 peut être prorogé de douze mois d'un commun accord entre les parties intéressées.

5 Nonobstant les dispositions du paragraphe 2, tout Etat peut, au moment où il exprime son consentement à être lié par le Protocole, notifier au Secrétaire général que, lorsqu'il est partie à un différend au sujet de l'interprétation ou de l'application de l'article 3.1 ou 3.2, son consentement sera requis avant que le différend puisse être réglé au moyen de la procédure d'arbitrage prévue à l'Annexe 3.

ARTICLE 17

COOPERATION INTERNATIONALE

Les Parties contractantes font prévaloir les objectifs du présent Protocole au sein des organisations internationales compétentes.

ARTICLE 18

REUNIONS DES PARTIES CONTRACTANTES

1 Lors de leurs Réunions ou de Réunions spéciales, les Parties contractantes procèdent à un examen suivi de la mise en oeuvre du présent Protocole et évaluent son efficacité en vue d'identifier les moyens de renforcer, s'il y a lieu, les mesures destinées à prévenir, réduire et, lorsque cela est possible dans la pratique, éliminer la pollution causée par l'immersion et l'incinération en mer de déchets ou autres matières. A ces fins, lors de leurs Réunions ou de Réunions spéciales, les Parties contractantes peuvent notamment :

.1 examiner et adopter des amendements au présent Protocole, conformément aux dispositions des articles 21 et 22;

.2 selon les besoins, créer des organes subsidiaires chargés d'examiner toute question afin de faciliter la mise en oeuvre effective du présent Protocole;

.3 inviter des organismes spécialisés compétents à fournir aux Parties contractantes ou à l'Organisation des conseils sur des questions ayant trait au présent Protocole;

.4 favoriser la coopération avec les organisations internationales compétentes intéressées par la prévention et la maîtrise de la pollution;

.5 examiner les renseignements communiqués en application de l'article 9.4;

.6 élaborer ou adopter, en consultation avec les organisations internationales compétentes, les procédures visées à l'article 8.2, y compris les critères fondamentaux relatifs à la définition des cas exceptionnels et d'urgence ainsi que les procédures d'avis consultatif et d'élimination en toute sûreté des matières en mer dans de tels cas;

.7 examiner et adopter des résolutions; et

.8 étudier toute mesure supplémentaire éventuellement requise.

2 A leur première Réunion, les Parties contractantes établissent le règlement intérieur qu'elles jugent nécessaire.

ARTICLE 19

FONCTIONS DE L'ORGANISATION

1 L'Organisation est chargée des fonctions de secrétariat relatives au présent Protocole. Toute Partie contractante au présent Protocole qui n'est pas Membre de l'Organisation participe dans une mesure appropriée aux frais encourus par l'Organisation dans l'exercice de ces fonctions.

2 Les fonctions de secrétariat nécessaires à l'administration du présent Protocole consistent, notamment à :

.1 convoquer des Réunions des Parties contractantes une fois par an, à moins qu'il n'en soit décidé autrement par les Parties contractantes, et des Réunions spéciales des Parties contractantes à tout moment, à la demande des deux tiers des Parties contractantes;

.2 fournir, sur demande, des avis sur la mise en oeuvre du présent Protocole et sur les directives et procédures élaborées en application du présent Protocole;

.3 examiner les demandes d'information et les renseignements émanant des Parties contractantes, consulter lesdites Parties et les organisations internationales compétentes et fournir aux Parties contractantes des recommandations sur les questions qui sont liées au présent Protocole sans être spécifiquement visées par lui;

.4 assurer la préparation et l'assistance, en consultation avec les Parties contractantes et les organisions internationales compétentes, pour l'élaboration et la mise en oeuvre des procédures visées à l'article 18.6;

.5 communiquer aux Parties contractantes toutes les notifications reçues par l'Organisation conformément au présent Protocole; et

.6 établir, tous les deux ans, un budget et un compte financier aux fins de l'administration du présent Protocole qui seront diffusés à toutes les Parties contractantes.

3 Outre les fonctions prescrites à l'article 13.2.3 et sous réserve de la disponibilité de ressources suffisantes, l'Organisation :

.1 collabore aux évaluations de l'état du milieu marin; et

.2 collabore avec les organisations internationales compétentes intéressées par la prévention et la maîtrise de la pollution.

ARTICLE 20

ANNEXES

Les Annexes du présent Protocole font partie intégrante du présent Protocole.

ARTICLE 21

AMENDEMENTS AU PROTOCOLE

1 Toute Partie contractante peut proposer des amendements aux articles du présent Protocole. Le texte d'une proposition d'amendement est diffusé par l'Organisation aux Parties contractantes six mois au moins avant d'être examiné lors d'une Réunion des Parties contractantes ou d'une Réunion spéciale des Parties contractantes.

2 Les amendements aux articles du présent Protocole sont adoptés à la majorité des deux tiers des voix des Parties contractantes présentes et votantes à la Réunion des Parties contractantes ou à la Réunion spéciale des Parties contractantes désignée à cet effet.

3 Un amendement entre en vigueur à l'égard des Parties contractantes qui l'ont accepté le soixantième jour après que les deux tiers des Parties contractantes ont déposé un instrument d'acceptation de l'amendement auprès de l'Organisation. Par la suite, l'amendement entre en vigueur à l'égard de toute autre Partie contractante le soixantième jour qui suit la date à laquelle cette Partie contractante aura déposé son instrument d'acceptation dudit amendement.

4 Le Secrétaire général informe les Parties contractantes de tout amendement adopté lors de Réunions des Parties contractantes ainsi que de la date à laquelle cet amendement entre en vigueur de manière générale et à l'égard de chaque Partie contractante.

5 Après l'entrée en vigueur d'un amendement au présent Protocole, tout Etat qui devient Partie contractante au présent Protocole devient Partie contractante au présent Protocole tel que modifié, à moins que les deux tiers des Parties contractantes présentes et votantes à la Réunion ou à la Réunion spéciale des Parties contractantes adoptant l'amendement n'en décident autrement.

ARTICLE 22

AMENDEMENTS AUX ANNEXES

1 Toute Partie contractante peut proposer des amendements aux Annexes du présent Protocole. Le texte d'une proposition d'amendement est diffusé par l'Organisation aux Parties contractantes

six mois au moins avant d'être examiné lors d'une Réunion des Parties contractantes ou d'une Réunion spéciale des Parties contractantes.

2 Les amendements aux Annexes autres que l'Annexe 3 seront fondés sur des considérations scientifiques ou techniques et pourront tenir compte des facteurs juridiques et socio-économiques, selon que de besoin. Ces amendements sont adoptés à la majorité des deux tiers des voix des Parties contractantes présentes et votantes à la Réunion des Parties contractantes ou à la Réunion spéciale des Parties contractantes désignée à cet effet.

3 L'Organisation diffuse sans tarder aux Parties contractantes les amendements aux Annexes qui ont été adoptés lors d'une Réunion des Parties contractantes ou d'une Réunion spéciale des Parties contractantes.

4 Sous réserve des dispositions du paragraphe 7, les amendements aux Annexes prennent immédiatement effet pour chaque Partie contractante lors de la notification de son acceptation à l'Organisation ou 100 jours après la date de leur adoption lors d'une Réunion des Parties contractantes, si cette dernière date est postérieure, sauf pour les Parties contractantes qui auront déclaré avant le terme de ce délai de 100 jours n'être pas en mesure d'accepter l'amendement à ce moment. Une Partie contractante peut à tout moment remplacer une déclaration d'opposition par une déclaration d'acceptation et l'amendement qui faisait antérieurement l'objet de ladite opposition entre alors en vigueur à l'égard de cette Partie contractante.

5 Le Secrétaire général notifie sans tarder aux Parties contractantes les instruments d'acceptation ou d'opposition qui ont été déposés auprès de l'Organisation.

6 Une nouvelle Annexe ou un amendement à une Annexe qui est en rapport avec un amendement aux articles du présent Protocole n'entre pas en vigueur avant que l'amendement aux articles du présent Protocole soit entré en vigueur.

7 Pour ce qui est des amendements à l'Annexe 3 concernant la procédure d'arbitrage et pour ce qui est de l'adoption et de l'entrée en vigueur de nouvelles annexes, les procédures d'amendement aux articles du présent Protocole s'appliquent.

ARTICLE 23

RAPPORT ENTRE LE PROTOCOLE ET LA CONVENTION

Le présent Protocole remplacera la Convention entre les Parties contractantes au présent Protocole qui sont également Parties à la Convention.

ARTICLE 24

SIGNATURE, RATIFICATION, ACCEPTATION, APPROBATION ET ADHESION

1 Le présent Protocole est ouvert à la signature de tout Etat, au Siège de l'Organisation, du 1er avril 1997 au 31 mars 1998 et reste ensuite ouvert à l'adhésion de tout Etat.

2 Les Etats peuvent devenir Parties contractantes au présent Protocole par :

.1 signature non soumise à ratification, acceptation ou approbation; ou

.2 signature soumise à ratification, acceptation ou approbation suivie de ratification, d'acceptation ou d'approbation; ou

.3 adhésion.

3 La ratification, l'acceptation, l'approbation ou l'adhésion s'effectuent par le dépôt d'un instrument à cet effet auprès du Secrétaire général.

ARTICLE 25

ENTREE EN VIGUEUR

1 Le présent Protocole entre en vigueur le trentième jour qui suit la date à laquelle :

.1 au moins vingt-six Etats ont exprimé leur consentement à être liés par le présent Protocole conformément à l'article 24; et

.2 au moins quinze Parties contractantes à la Convention sont comprises dans le nombre d'Etats indiqué au paragraphe 1.1.

2 Pour chacun des Etats qui ont exprimé leur consentement à être liés par le présent Protocole conformément à l'article 24 après la date mentionnée au paragraphe 1, le présent Protocole entre en vigueur le trentième jour après la date à laquelle cet Etat a exprimé son consentement.

ARTICLE 26

PERIODE TRANSITOIRE

1 Tout Etat qui n'était pas Partie contractante à la Convention avant le 31 décembre 1996 et qui exprime son consentement à être lié par le présent Protocole avant son entrée en vigueur ou dans un délai de cinq ans après son entrée en vigueur peut, au moment où il exprime son consentement, notifier au Secrétaire général que, pour les raisons décrites dans la notification, il ne sera pas en mesure de respecter des dispositions particulières du présent Protocole autres que celles qui sont visées au paragraphe 2, pendant une période transitoire qui ne dépasse pas le délai indiqué au paragraphe 4.

2 Aucune notification faite en vertu du paragraphe 1 ne porte atteinte aux obligations d'une Partie contractante au présent Protocole en ce qui concerne l'incinération en mer ou l'immersion de déchets radioactifs ou autres matières radioactives.

3 Toute Partie contractante au présent Protocole qui a notifié au Secrétaire général en vertu du paragraphe 1 que, pendant la période transitoire spécifiée, elle ne sera pas en mesure de respecter, en tout ou en partie, l'article 4.1 ou l'article 9, doit néanmoins interdire pendant cette période l'immersion de déchets ou autres matières pour lesquels elle n'a pas délivré de permis, faire de son mieux pour adopter des mesures administratives ou législatives visant à garantir que la délivrance des permis et les conditions dont ils sont assortis respectent les dispositions de l'Annexe 2 et notifier au Secrétaire général la délivrance de tout permis.

4 Toute période transitoire spécifiée dans une notification faite en vertu du paragraphe 1 ne doit pas dépasser un délai de cinq ans à compter de la soumission de la notification.

5 Les Parties contractantes qui ont fait une notification en vertu du paragraphe 1 soumettent à la première Réunion des Parties contractantes survenant après le dépôt de leur instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, un programme et un calendrier pour parvenir au respect intégral du présent Protocole, ainsi que toute demande pertinente de coopération et d'assistance techniques conformément à l'article 13 du présent Protocole.

6 Les Parties contractantes qui ont fait une notification en vertu du paragraphe 1 établissent des procédures et des mécanismes pour la période transitoire aux fins de la mise en oeuvre et du suivi des programmes soumis et conçus en vue de parvenir au respect intégral du présent Protocole. Ces Parties contractantes soumettent un rapport sur les progrès accomplis à cette fin à chaque Réunion des Parties contractantes tenue pendant la période transitoire considérée, en vue de l'adoption de toutes mesures appropriées.

ARTICLE 27

RETRAIT

1 Toute Partie contractante peut se retirer du présent Protocole à tout moment après l'expiration d'une période de deux ans à compter de la date à laquelle le présent Protocole entre en vigueur à l'égard de cette Partie contractante.

2 Le retrait s'effectue par le dépôt d'un instrument de retrait auprès du Secrétaire général.

3 Le retrait prend effet un an après la date à laquelle le Secrétaire général de l'Organisation a reçu l'instrument de retrait ou à l'expiration de toute autre période plus longue spécifiée dans cet instrument.

ARTICLE 28

DEPOSITAIRE

1 Le présent Protocole est déposé auprès du Secrétaire général.

2 Outre les fonctions spécifiées aux articles 10.5, 16.5, 21.4, 22.5 et 26.5, le Secrétaire général :

.1 informe tous les Etats qui ont signé le présent Protocole ou y ont adhéré :

.1 de toute nouvelle signature ou de tout nouveau dépôt d'instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion et de la date de cette signature ou de ce dépôt;

.2 de la date d'entrée en vigueur du présent Protocole; et

.3 du dépôt de tout instrument de retrait, de la date à laquelle cet instrument a été reçu et de la date à laquelle le retrait prend effet;

.2 transmet des copies certifiées conformes du présent Protocole à tous les Etats qui ont signé le présent Protocole ou qui y ont adhéré.

3 Dès l'entrée en vigueur du présent Protocole, le Secrétaire général en transmet une copie certifiée conforme au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies en vue de son enregistrement et de sa publication conformément à l'Article 102 de la Charte des Nations Unies.

ARTICLE 29

TEXTES AUTHENTIQUES

Le présent Protocole est établi en un seul exemplaire original en langues anglaise, arabe, chinoise, espagnole, française et russe, tous les textes faisant également foi.

EN FOI DE QUOI, les soussignés, dûment autorisés à cet effet par leurs gouvernements respectifs, ont signé le présent Protocole.

FAIT A LONDRES, ce sept novembre mil neuf cent quatre-vingt-seize.

ANNEXE 1

DECHETS OU AUTRES MATIERES DONT L'IMMERSION PEUT ETRE ENVISAGEE

1 Les déchets ou autres matières dont la liste figure ci-après sont ceux dont on peut envisager l'immersion, en ayant conscience des objectifs et des obligations générales du présent Protocole énoncés aux articles 2 et 3 :

.1 déblais de dragage;
.2 boues d'épuration;
.3 déchets de poisson ou matières résultant d'opérations de traitement industriel du poisson;
.4 navires et plates-formes ou autres ouvrages artificiels en mer;
.5 matières géologiques inertes, inorganiques;
.6 matières organiques d'origine naturelle; et
.7 objets volumineux constitués principalement de fer, d'acier, de béton et de matériaux également non nuisibles dont l'impact physique suscite des préoccupations, et seulement dans les cas où ces déchets sont produits en des lieux tels que des petites îles dont les communautés sont isolées et qui n'ont pas d'accès pratique à d'autres options d'élimination que l'immersion.

2 L'immersion des déchets ou autres matières énumérés aux paragraphes 1.4 et 1.7 peut être envisagée à condition que les matériaux risquant de produire des débris flottants ou de contribuer d'une autre manière à la pollution du milieu marin aient été retirés dans toute la mesure du possible, et à condition que les matériaux immergés en mer ne constituent pas un sérieux obstacle à la pêche ou à la navigation.

3 Nonobstant ce qui précède, les matières énumérées aux paragraphes 1.1 à 1.7 dont les niveaux de radioactivité sont supérieurs aux concentrations minima (faisant l'objet d'exemptions) définies par l'AIEA et adoptées par les Parties contractantes ne doivent pas être considérées comme pouvant faire l'objet d'une immersion; étant entendu en outre que dans un délai de 25 ans à compter du 20 février 1994, puis à des intervalles réguliers de 25 ans, les Parties contractantes effectuent une étude scientifique ayant trait à tous les déchets radioactifs et à toutes les autres matières radioactives autres que les déchets et matières fortement radioactifs, en tenant compte des autres facteurs qu'elles jugent utiles, et qu'elles réexaminent l'interdiction d'immerger de telles substances conformément aux procédures énoncées à l'article 22.

ANNEXE 2

EVALUATION DES DECHETS OU AUTRES MATIERES DONT L'IMMERSION PEUT ETRE ENVISAGEE

GENERALITES

1 L'autorisation d'immerger dans certaines circonstances ne supprime pas l'obligation, en vertu de la présente Annexe, de poursuivre les efforts visant à limiter la nécessité de recourir à cette pratique.

AUDIT RELATIF A LA PREVENTION DE LA PRODUCTION DE DECHETS

2 Les phases initiales de l'évaluation des méthodes autres que l'immersion devraient, en tant que de besoin, inclure une évaluation des facteurs suivants :

.1 types, quantités et dangers relatifs des déchets produits;
.2 précisions se rapportant au procédé de production et à l'origine des déchets dans le cadre de ce procédé; et
.3 possibilité de recourir aux techniques de réduction/prévention de la production de déchets suivantes :

  .1 nouvelle formulation des produits;
  .2 techniques de production propres;
  .3 modification du procédé de production;
  .4 substitution d'apports; et
  .5 recyclage *in situ* en circuit fermé.

3 D'une façon générale, si l'audit prescrit permet de constater qu'il existe des possibilités d'éviter la production de déchets à la source, le demandeur de permis devrait formuler et mettre en oeuvre, en collaboration avec les organismes locaux et nationaux compétents, une stratégie de prévention de la production de déchets comportant des objectifs précis en matière de réduction de la production de déchets et prévoyant des contrôles supplémentaires de la prévention de la production de déchets en vue de garantir la réalisation de ces objectifs. La décision de délivrer ou de renouveler le permis doit garantir que toutes les prescriptions en matière de réduction et de prévention de la production de déchets qui en résultent sont satisfaites.

4 En ce qui concerne les déblais de dragage et les boues d'épuration, l'objectif de la gestion des déchets devrait être d'identifier puis de maîtriser les sources de contamination. Cet objectif devrait être réalisé en mettant en oeuvre des stratégies visant à prévenir la production de déchets et, à cette fin, il faut qu'il y ait collaboration entre les organismes locaux et nationaux compétents concernés par la maîtrise des sources de pollution ponctuelles et autres. Jusqu'à ce que cet objectif ait été atteint, les problèmes posés par les déblais de dragage contaminés pourront être réglés par des techniques de gestion des évacuations en mer ou à terre.

EXAMEN DES OPTIONS EN MATIERE DE GESTION DES DECHETS

5 Les demandes de permis d'immersion de déchets doivent apporter la preuve que la hiérarchie ci-après des options en matière de gestion des déchets a dûment été prise en considération, hiérarchie établie selon un ordre croissant d'impact sur l'environnement :

.1 réutilisation;
.2 recyclage hors site;
.3 destruction des constituants dangereux;
.4 traitement visant à réduire ou à éliminer les constituants dangereux; et
.5 évacuation à terre, dans l'air et dans l'eau.

6 L'octroi d'un permis d'immersion de déchets doit être refusé si l'autorité chargée de la délivrance du permis considère qu'il existe des possibilités appropriées de les réutiliser, de les recycler ou de les traiter sans risques excessifs pour la santé de l'homme ou pour l'environnement ou sans frais disproportionnés. Il conviendrait d'examiner la question de savoir s'il existe, dans la pratique, d'autres moyens d'évacuation en se fondant sur une évaluation comparative des risques respectifs que présentent l'immersion en mer et les autres méthodes.

PROPRIETES CHIMIQUES, PHYSIQUES ET BIOLOGIQUES

7 Une description et une caractérisation détaillées des déchets sont un préalable essentiel à l'examen des autres méthodes et constituent les bases de la décision d'autoriser ou non l'immersion d'un déchet. Si un déchet est si mal caractérisé qu'il serait impossible d'évaluer convenablement les impacts qu'il est susceptible d'avoir sur la santé de l'homme et sur l'environnement, le déchet en cause ne devrait pas être immergé.

8 Il conviendrait de caractériser les déchets et leurs constituants en tenant compte des éléments suivants :

.1 origine, quantité totale, forme et composition moyenne;
.2 propriétés : physiques, chimiques, biochimiques et biologiques;
.3 toxicité;
.4 persistance : physique, chimique et biologique; et
.5 accumulation et biotransformation dans des matières ou des sédiments biologiques.

LISTE D'INTERVENTION

9 Chaque Partie contractante doit établir une liste d'intervention nationale destinée à constituer un mécanisme de sélection des déchets et de leurs substances constituantes qui font l'objet d'une demande, en fonction des effets qu'ils sont susceptibles d'avoir sur la santé de l'homme et sur le milieu marin. Lors de la sélection des substances à inscrire sur une liste d'intervention, la priorité doit être donnée aux substances toxiques, persistantes et bioaccumulatives d'origine anthropique (par exemple, cadmium, mercure, organohalogénés, hydrocarbures de pétrole et, lorsqu'il y a lieu, arsenic, plomb, cuivre, zinc, béryllium, chrome, nickel, vanadium, composés organosiliciés, cyanures, fluorures et pesticides ou leurs dérivés autres que les organohalogénés). Une liste d'intervention peut aussi servir de mécanisme de déclenchement de réflexions plus poussées sur la prévention de la production de déchets.

10 Une liste d'intervention doit spécifier un niveau supérieur et peut également spécifier un niveau inférieur. Le niveau supérieur serait fixé de façon à éviter les effets aigus ou chroniques sur la santé de l'homme ou sur les organismes marins sensibles représentatifs de l'écosystème marin. L'application d'une liste d'intervention aboutira à la création de trois catégories éventuelles de déchets :

.1 les déchets contenant des substances déterminées, ou suscitant des réactions biologiques, qui dépassent le niveau supérieur applicable ne doivent pas être immergés, à moins que des techniques ou des procédés de gestion ne les rendent acceptables aux fins d'immersion;

.2 les déchets contenant des substances déterminées, ou suscitant des réactions biologiques, qui se situent en deçà des niveaux inférieurs applicables devraient être considérés comme peu dangereux pour l'environnement dans la perspective d'une immersion; et

.3 les déchets contenant des substances déterminées, ou suscitant des réactions biologiques, qui se situent au-dessous du niveau supérieur mais au-dessus du niveau inférieur exigent une évaluation plus détaillée avant que l'on puisse déterminer s'ils peuvent être immergés.

CHOIX DU LIEU D'IMMERSION

11 Les renseignements requis pour choisir un lieu d'immersion doivent inclure :

.1 les caractéristiques physiques, chimiques et biologiques de la colonne d'eau et des fonds marins;
.2 l'emplacement des agréments, valeurs et autres utilisations de la mer dans la zone considérée;
.3 l'évaluation des flux de constituants liés à l'immersion par rapport aux flux de substances préexistants dans le milieu marin; et
.4 la viabilité économique et opérationnelle.

EVALUATION DES EFFETS POTENTIELS

12 L'évaluation des effets potentiels devrait conduire à un exposé concis sur les conséquences probables des options d'évacuation en mer ou d'évacuation à terre, autrement dit, "l'hypothèse d'impact". Elle fournit une base sur laquelle on s'appuiera pour décider s'il convient d'approuver ou non l'option d'évacuation proposée, ainsi que pour arrêter les dispositions requises en matière de surveillance de l'environnement.

13 L'évaluation concernant l'immersion devrait comporter des renseignements sur les caractéristiques des déchets, les conditions qui existent au(x) lieu(x) d'immersion proposé(s), les flux et les techniques d'évacuation proposées, et préciser les effets potentiels sur la santé de l'homme, sur les ressources vivantes, sur les agréments et sur les autres utilisations légitimes de la mer. Elle devrait définir la nature, les échelles temporelles et géographiques ainsi que la durée des impacts probables en se fondant sur des hypothèses raisonnablement prudentes.

14 Il conviendrait d'analyser chacune des options d'évacuation à la lumière d'une évaluation comparative des éléments suivants : risques pour la santé de l'homme, coûts pour l'environnement, dangers (y compris les accidents), aspects économiques et exclusion des

utilisations futures. Si cette évaluation révélait que l'on ne dispose pas d'éléments d'information suffisants pour déterminer les effets probables de l'option d'évacuation proposée, cette option ne devrait pas être examinée plus avant. De plus, si l'interprétation de l'évaluation comparative démontre que l'option d'immersion est moins favorable, aucun permis d'immersion ne devrait être accordé.

15 Chacune des évaluations devrait se terminer par une déclaration finale appuyant la décision qui aura été prise de délivrer ou de refuser un permis d'immersion.

SURVEILLANCE

16 La surveillance a pour but de vérifier que les conditions dont le permis est assorti sont bien satisfaites - contrôle de conformité, et que les hypothèses adoptées pendant l'examen du permis ainsi que pendant le processus de sélection du site étaient correctes et suffisantes pour protéger l'environnement et la santé de l'homme - surveillance sur le terrain. Il est indispensable que les objectifs des programmes de surveillance soient clairement définis.

PERMIS ET CONDITIONS DONT LE PERMIS EST ASSORTI

17 La décision de délivrer un permis devrait seulement être prise après que toutes les évaluations d'impact ont été menées à bien et que les mesures requises en matière de surveillance ont été déterminées. Dans la mesure où cela est possible dans la pratique, les dispositions du permis doivent être de nature à réduire au minimum les conséquences perturbantes ou préjudiciables pour l'environnement et à maximiser les avantages. Le permis doit notamment comporter les données et les renseignements ci-après :

.1 les types et l'origine des matières qui doivent être immergées;
.2 l'emplacement du (des) lieu(x) d'immersion;
.3 la méthode d'immersion; et
.4 les dispositions requises en matière de surveillance et de notification.

18 Il conviendrait de revoir les permis à intervalles réguliers, en tenant compte des résultats de la surveillance et des objectifs des programmes de surveillance. L'examen des résultats de la surveillance permettra de savoir si les programmes sur le terrain doivent être poursuivis, remaniés ou abandonnés, et contribuera à la prise de décisions bien fondées s'agissant du renouvellement, de la modification ou de l'annulation des permis. On disposera ainsi d'un mécanisme d'information en retour important pour la protection de la santé de l'homme et du milieu marin.

ANNEXE 3

PROCEDURE D'ARBITRAGE

Article 1

1 Sur requête adressée par une Partie contractante à une autre Partie contractante, en application de l'article 16 du présent Protocole, il est constitué un tribunal arbitral (ci-après dénommé le "tribunal"). La requête d'arbitrage contient l'objet de la demande ainsi que toute pièce justificative à l'appui de l'exposé du cas.

2 La Partie contractante requérante informe le Secrétaire général de l'Organisation :

.1 de sa demande d'arbitrage;

.2 des dispositions du présent Protocole dont l'interprétation ou l'application donnent lieu, à son avis, au litige.

3 Le Secrétaire général transmet ces renseignements à tous les Etats contractants.

Article 2

1 Le tribunal est composé d'un seul arbitre s'il en est décidé ainsi par les parties au différend dans un délai de 30 jours à compter de la date de réception de la requête d'arbitrage.

2 En cas de décès, d'incapacité ou de défaut de l'arbitre, les parties au différend peuvent désigner un remplaçant dans un délai de 30 jours à compter du décès, de l'incapacité ou du défaut.

Article 3

1 Si les parties à un différend ne conviennent d'un tribunal composé dans les conditions prévues à l'article 2 de la présente Annexe, le tribunal est alors composé de trois membres :

.1 un arbitre nommé par chaque partie au différend; et

.2 un troisième arbitre, désigné d'un commun accord par les deux premiers, qui assume la présidence du tribunal.

2 Si le président du tribunal n'est pas désigné au terme d'un délai de 30 jours à compter de la désignation du deuxième arbitre, les parties au différend soumettent au Secrétaire général de l'Organisation, dans un nouveau délai de 30 jours, sur la demande de l'une des parties, une liste de personnes qualifiées arrêtée d'un commun accord. Le Secrétaire général choisit dès que possible le président sur cette liste. Il ne peut choisir un président qui a été ou qui est de la nationalité d'une des parties au différend, sauf si l'autre partie y consent.

3 Si l'une des parties à un différend n'a pas procédé, dans un délai de 60 jours à compter de la date de réception de la requête d'arbitrage, à la désignation d'un arbitre qui lui incombe en vertu du paragraphe 1.1, l'autre partie peut demander de soumettre au Secrétaire général de l'Organisation dans un délai de 30 jours une liste de personnes qualifiées arrêtée d'un commun accord. Le

Secrétaire général choisit dès que possible le président du tribunal sur cette liste. Le président demande alors à la partie qui n'a pas désigné d'arbitre de le faire. Si cette partie ne désigne pas d'arbitre dans les 15 jours qui suivent cette demande, le Secrétaire général, à la demande du président, choisit l'arbitre sur la liste des personnes qualifiées arrêtée d'un commun accord.

4 En cas de décès, d'incapacité ou de défaut d'un arbitre, la partie au différend qui l'a désigné, désigne son remplaçant dans un délai de 30 jours à compter du décès, de l'incapacité ou du défaut. Si elle ne le fait pas, la procédure se poursuit avec les arbitres restants. En cas de décès, d'incapacité ou de défaut du président, son remplaçant est désigné dans les conditions prévues aux paragraphes 1.2 et 2, dans les 90 jours du décès, de l'incapacité ou du défaut.

5 Le Secrétaire général de l'Organisation détient une liste d'arbitres composée de personnes qualifiées désignées par les Parties contractantes. Chaque Partie contractante peut désigner, pour inclusion dans la liste, quatre personnes qui n'ont pas nécessairement sa nationalité. Si les parties au différend ne soumettent pas au Secrétaire général dans les délais prescrits une liste de personnes qualifiées arrêtée d'un commun accord en vertu des dispositions des paragraphes 2, 3 et 4, le Secrétaire général choisit sur la liste qu'il détient l'arbitre ou les arbitres non désignés.

Article 4

Le tribunal peut connaître et décider des demandes reconventionnelles directement liées à l'objet du différend.

Article 5

Chaque partie au différend prend à sa charge les frais entraînés par la préparation de son propre dossier. Le coût de la rémunération des membres du tribunal ainsi que toutes les dépenses d'ordre général entraînées par l'arbitrage sont partagés également entre les parties au différend. Le tribunal consigne toutes ses dépenses et en fournit un décompte final aux parties.

Article 6

Toute Partie contractante dont un intérêt d'ordre juridique est en cause peut, après avoir avisé par écrit les parties au différend qui ont engagé cette procédure, intervenir dans la procédure d'arbitrage, avec l'accord du tribunal et à ses propres frais. Toute Partie intervenant de la sorte peut présenter des preuves, des dossiers ou faire connaître oralement ses arguments sur les questions donnant lieu à l'intervention, conformément aux procédures établies en application de l'article 7 de la présente Annexe, mais aucun droit ne lui est conféré quant à la composition du tribunal.

Article 7

Le tribunal constitué aux termes de la présente Annexe établit ses propres règles de procédure.

Article 8

1 A l'exception des cas où le tribunal est composé d'un seul arbitre, les décisions du tribunal, tant sur sa procédure et le lieu de ses réunions que sur toutes questions liées au différend qui lui est soumis, sont prises à la majorité des voix de ses membres. Toutefois, l'absence ou l'abstention d'un membre du tribunal désigné par l'une des parties au différend n'empêche pas le tribunal de statuer. En cas de partage égal des voix, la voix du président est prépondérante.

2 Les parties au différend facilitent les travaux du tribunal; à cette fin, conformément à leur législation et en usant de tous les moyens dont elles disposent, les parties :

.1 fournissent au tribunal tous documents et informations utiles; et

.2 donnent au tribunal la possibilité d'entrer sur leur territoire, d'entendre des témoins ou des experts et d'examiner les lieux.

3 Le fait qu'une partie au différend ne se conforme pas aux dispositions du paragraphe 2 n'empêche pas le tribunal de statuer ou de rendre sa sentence.

Article 9

Le tribunal rend sa sentence dans un délai de cinq mois à dater de sa constitution, sauf s'il juge nécessaire de proroger ce délai, le nouveau délai étant de cinq mois au maximum. La sentence du tribunal est motivée. Elle est définitive et sans appel et elle est communiquée au Secrétaire général de l'Organisation qui en informe les Parties contractantes. Les parties au différend doivent s'y conformer sans délai.

Traduzione non ufficiale

PROTOCOLLO DEL 1996 ALLA CONVENZIONE DEL 1972 SULLA PREVENZIONE DALL'INQUINAMENTO DEI MARI CAUSATO DALL'IMMERSIONE DI RIFIUTI

LE PARTI CONTRAENTI AL PRESENTE PROTOCOLLO

SOTTOLINEANDO la necessità di tutelare l'ambiente marino e di promuovere l'utilizzazione ed una conservazione duratura delle risorse marine,

NOTANDO a tale riguardo i risultati ottenuti nel quadro della Convenzione del 1972 sulla prevenzione dall'inquinamento dei mari derivante dall'immersione di rifiuti ed in particolare l'evoluzione verso approcci fondati sulla precauzione e la prevenzione;

NOTANDO ALTRESI' il ruolo svolto a tale riguardo dagli strumenti regionali e nazionali che mirano a tutelare l'ambiente marino e che tengono conto delle circostanze e dei bisogni particolari di tali Stati e regioni,

RIBADENDO l'utilità di un approccio mondiale di tali questioni, ed in particolare l'importanza per le Parti contraenti di collaborare e cooperare in permanenza in vista di attuare la Convenzione ed il Protocollo,

RICONOSCENDO che può essere auspicabile adottare, a livello nazionale o regionale, misure più rigorose per prevenire ed eliminare l'inquinamento dell'ambiente marino di quelle previste dalle convenzioni internazionali o da altri tipi di accordi di portata mondiale,

TENENDO CONTO delle azioni e degli accordi internazionali pertinenti ed in particolare della Convenzione delle Nazioni Unite del 1982 sul diritto del mare, la Dichiarazione di Rio sull'ambiente e lo sviluppo e l'Agenda 21.,

CONSAPEVOLI INOLTRE degli interessi e delle capacità degli Stati in via di sviluppo ed in particolare dei piccoli Stati isolani in via di sviluppo;

CONVINTE che nuove disposizioni internazionali volte a prevenire, ridurre e ove ciò possibile all'atto pratico eliminare l'inquinamento dei mari derivante dall'immersione, possono e devono essere prese senza indugio in vista di proteggere e di preservare l'ambiente marino e di gestire le attività umane in modo che l'ecosistema marino continui a sostenere le legittime utilizzazioni del mare ed a corrispondere ai bisogni delle generazioni attuali e future.

HANNO CONVENUTO quanto segue:

ARTICOLO 1

DEFINIZIONI

Ai fini del presente Protocollo:

1 "Convenzione" designa la Convenzione del 1972 sulla prevenzione dell'inquinamento dei mari risultante dall'immersione di rifiuti, come modificata.

2 "Organizzazione " designa l'Organizzazione marittima internazionale.

3 "Segretario Generale" designa il Segretario Generale dell' Organizzazione.

4 1. "Immersione" designa:

1 qualsiasi deliberato scarico in mare di rifiuti o di altre materie provenienti da navi, aeronavi, piattaforme o altre opere artificiali in mare;

2 perforare in mare navi, aeronavi, piattaforme o altre strutture artificiali in mare, in modo da creare vie d'acqua per farle colare a picco;

3 qualsiasi deposito di rifiuti o di altre materie, sul fondo del mare nonché nel suo sottosuolo, provenienti da navi, aeronavi, piattaforme o altre opere artificiali in mare; e

4 qualsiasi abbandono o ribaltamento *in loco* di piattaforme o di altre opere artificiali in mare, al sol fine di una loro deliberata eliminazione

2. Il termine “immersione” non include:

1. lo scarico in mare di rifiuti o di altre materie risultanti o provenienti dalla normale gestione di navi, aeronavi, piattaforme o altre opere artificiali in mare nonché il loro equipaggiamento, ad eccezione dei rifiuti o di altre materie trasportate o trasbordate su navi, aeronavi, piattaforme o altre opere artificiali in mare che sono utilizzate per l’eliminazione di tali materie, o che provengono dal trattamento di tali rifiuti o di altre materie a bordo di tali navi, aeronavi, piattaforme o altre strutture artificiali.

2. il deposito di materie per fini diversi dal loro semplice scarico, fermo restando che tale deposito non sia incompatibile con l'oggetto del presente Protocollo; e;

3. nonostante le disposizioni del paragrafo 4.1.4, l'abbandono in mare di materie (ad esempio cavi, oleodotti o apparecchi per la ricerca marina) depositate per fini diversi dalla loro semplice eliminazione.

3. L'eliminazione o il deposito di rifiuti o di altre materie risultante direttamente o indirettamente dall'esplorazione, dallo sfruttamento e dal trattamento *off-shore* delle risorse minerali dei fondi marini, non rientra fra le disposizioni del presente Protocollo.

5. 1. " Incenerimento in mare " designa la combustione a bordo di una nave, di una piattaforma o di altra struttura artificiale in mare, di rifiuti o altre materie al fine della loro deliberata eliminazione per mezzo di distruzione termica.

2. L'espressione "incenerimento" in mare non concerne l'incenerimento di rifiuti o di altre materie a bordo di una nave, di una piattaforma o altra struttura artificiale in mare, se tali rifiuti o altre materie risultano dalla normale utilizzazione di detta nave, piattaforma o altra struttura artificiale.

6. "Navi ed aeronavi " designano i veicoli che circolano sull'acqua, nell'acqua o in aria, a prescindere dal loro tipo. Questa espressione include gli aliscafi ed i mezzi galleggianti a prescindere se sono o meno autopropellenti.

7. " Mare" designa tutte le acque marine diverse dalle acque interne degli Stati, nonché i fondali marini ed il loro sottosuolo; questo termine non include i depositi nel sotto suolo marino a cui si accede unicamente da terra.

8. Per rifiuti o altre materie, s'intendono i materiali e le sostanze di qualsiasi tipo, di qualsiasi forma e di qualsiasi natura.

9. "Permesso" significa l'autorizzazione concessa preliminarmente e conformemente alle misure adottate in applicazione dell'articolo 4.1.2 oppure dell'articolo 4.1.2 o dell'articolo 8.2.

10. " Inquinamento" designa l'introduzione che risulta direttamente o indirettamente da attività umane, da rifiuti o altre materie in mare quando può avere effetti nocivi, come danni alle risorse biologiche ed agli ecosistemi marini, rischi per la salute dell’uomo, intralcio alle attività marittime, ivi compresa la pesca e gli altri usi legittimi del mare, riduzione della qualità e degrado dei servizi per il tempo libero.

ARTICOLO 2

OBIETTIVI

Le Parti contraenti tutelano e proteggono, individualmente e collettivamente, l'ambiente marino da tutte le fonti d'inquinamento e adottano misure efficaci, secondo le loro capacità scientifiche, tecniche ed economiche, per prevenire, ridurre e, ove ciò sia possibile in pratica, eliminare l'inquinamento causato dall'immersione o dall'incenerimento in mare di rifiuti o di altre materie Ove necessario, esse armonizzano le loro politiche al riguardo.

ARTICOLO 3

OBBLIGHI GENERALI

1. Nell'attuazione del presente Protocollo, le Parti contraenti applicano un approccio precauzionale in materia di salvaguardia dell' ambiente contro l'immersione di rifiuti o altre materie, tale approccio consiste nel prendere i provvedimenti preventivi appropriati qualora vi sia motivo di pensare che rifiuti o altre materie introdotte nell'ambiente marino potrebbero causare un pregiudizio, e ciò anche in mancanza di prove conclusive dell'esistenza di un vincolo di causalità fra gli apporti ed i loro effetti.

2. In considerazione dell'approccio secondo cui colui che inquina dovrebbe in linea di massima assumersi il costo dell'inquinamento, ogni Parte contraente si adopera per incoraggiare pratiche secondo le quali le persone che essa autorizza a praticare l'immersione e l'incenerimento in mare, si assumono i costi connessi al rispetto delle prescrizioni relative alla prevenzione ed alla padronanza dell'inquinamento, imposte per le attività in tal modo autorizzate, ed in debita considerazione dell'interesse pubblico.

3. Nell'applicare le disposizioni del presente Protocollo, le Parti contraenti agiscono in modo tale da non spostare, direttamente o indirettamente, i danni o la probabilità di da un settore dell'ambiente ad un altro e da non sostituire un tipo d'inquinamento con un altro.

4. Nessuna disposizione del presente Protocollo deve essere interpretata nel senso d'impedire alle Parti contraenti di prendere, individualmente e congiuntamente, misure più rigorose conformi al diritto internazionale per quanto riguarda la prevenzione, la riduzione e ove ciò sia possibile in pratica, l' eliminazione dell'inquinamento.

ARTICOLO 4

IMMERSIONE DI RIFIUTI O DI ALTRE MATERIE

1. 1. Le Parti contraenti vietano l'immersione di tutti i rifiuti o di altre materie, ad eccezione di quelle enumerate all'Allegato 1,

   2. L'immersione di rifiuti o di altre materie enumerate all'Allegato I è subordinata al rilascio di un'autorizzazione. Le Parti contraenti adottano misure amministrative o legislative volte a garantire che il rilascio dei permessi e le relative condizioni soggiacenti rispettino le disposizioni dell'Allegato 2. Conviene concedere una particolare attenzione alle possibilità di evitare l'immersione, privilegiando le soluzioni preferibili dal punto di vista dell'ambiente.

2. Nessuna disposizione del presente Protocollo deve essere interpretata nel senso di impedire ad una Parte contraente di vietare, per quel che la concerne l'immersione di rifiuti o di altre materie menzionate all'Allegato 1. Detta Parte notifica queste misure d'interdizione all'Organizzazione.

ARTICOLO 5

INCENERIMENTO IN MARE

Le Parti contraenti vietano l'incenerimento in mare di rifiuti o di altre materie.

ARTICOLO 6

ESPORTAZIONE DI RIFIUTI O DI ALTRE MATERIE.

Le Parti contraenti non autorizzano l'esportazione di rifiuti o di altre materie verso altri paesi, ai fini dell'immersione o dell'incenerimento in mare.

ARTICOLO 7

ACQUE INTERNE

1. Nonostante qualsiasi altra disposizione del presente Protocollo, il presente Protocollo si applica alle acque interne solo nella misura prevista ai paragrafi 2 e 3.

2. Ogni Parte contraente sceglie sia di applicare le disposizioni del presente Protocollo, sia di adottare altre misure efficaci di concessione dei permessi e della regolamentazione al fine di controllare la deliberata eliminazione di rifiuti o di altre materie nelle acque marine interne qualora tale eliminazione costituisca un"immersione" o un "incenerimento in mare" ai sensi dell'articolo 1, se fosse effettuata in mare.

3. Ciascuna Parte contraente dovrebbe fornire all'Organizzazione informazioni sulla legislazione e sui meccanismi istituzionali relativi all'attuazione, al rispetto ed all'applicazione delle disposizioni nelle acque marine interne. Le Partii contraenti dovrebbero altresì adoperarsi, per quanto possibile, per fornire, a titolo facoltativo dei rapporti riepilogativi sul tipo e la natura delle materie immerse in acque marine interne.

ARTICOLO 8
DEROGHE

1. Le norme degli articoli 4.1 e 5 non si applicano quando sia necessario garantire la salvaguardia delle vita umana o la sicurezza di navi, aeronavi, piattaforme o altre strutture artificiali in mare nei casi di forza maggiore dovuti ad intemperie o in qualsiasi altro caso che mette a repentaglio la vita umana o che costituisce una minaccia effettiva per le navi, aeronavi e piattaforme o altre strutture artificiali in mare, fermo restando che l'immersione o l'incenerimento in mare appaia come l'unico modo di far fronte alla minaccia e che quest'ultima comporti, con ogni probabilità, danni meno gravi di quello che sarebbero senza il ricorso a detta immersione o incenerimento in mare. L'immersione o l'incenerimento in mare avviene in modo da ridurre al minimo i rischi di pericolo per la vita umana, nonché per la fauna e la flora marine e occorre segnalarlo senza indugio all'Organizzazione.

2. Una Parte contraente può rilasciare un permesso in deroga agli articoli 4.1 e 5 in casi d'urgenza che presentano una minaccia inaccettabile per la salute dell'uomo, la sicurezza o l'ambiente marino e per i quali nessuna altra soluzione è possibile. Prima di fare ciò, la Parte contraente consulta ogni altro paese, o tutti gli altri paesi che potrebbero essere colpiti, nonché l'Organizzazione, la quale dopo aver consultato le altre Parti contraenti e, se del caso le organizzazioni internazionali competenti, raccomanda al più presto alla Parte contraente le procedure più confacenti da adottare, conformemente all'articolo 18.6. La Parte contraente si attiene a queste raccomandazioni in tutta la misure del possibile in funzione del tempo di cui dispone per prendere i provvedimenti necessari ed in considerazione dell'obbligo generale di evitare di causare danni all'ambiente marino; essa informa l'Organizzazione circa le

misure che avrà adottato. Le Parti contraenti s'impegnano a fornirsi reciprocamente assistenza in tali circostanze.

3. Una Parte contraente può rinunciare ai suoi diritti ai sensi del paragrafo 2 al momento della ratifica o dell'adesione al presente Protocollo o posteriormente.

ARTICOLO 9

RILASCIO DEI PERMESSI E NOTIFICA

1 Ciascuna Parte contraente designa una o più autorità per:

.1 rilasciare permessi in conformità al presente Protocollo;

.2 registrare la natura e le quantità di tutti i rifiuti o di altre materie per le quali sono stati rilasciati permessi d'immersione e, qualora ciò sia possibile in pratica, i quantitativi che sono stati effettivamente immersi, nonché il luogo, la data ed il metodo d'immersione; e

.3 sorvegliare individualmente o in collaborazione con altre Parti contraenti e le organizzazioni internazionali competenti, lo stato dei mari ai fini del presente Protocollo.

2 L'autorità o le autorità competenti di una Parte contraente rilasciano permessi conformemente al presente Protocollo per i rifiuti o altre materie destinate all'immersione, oppure, come previsto all'articolo 8.2, all'incenerimento in mare:

.1 caricati sul suo territorio; e
2. caricati a bordo di una nave o di un'aeronave immatricolata sul suo territorio o che batte la sua bandiera, quanto il caricamento ha luogo sul territorio di uno Stato che non è parte contraente del presente Protocollo.

3 Al momento del rilascio dei permessi, l'autorità o le autorità competenti si conformano alle disposizioni dell'articolo 4, nonché ai criteri, misure e condizioni supplementari che esse possono giudicare pertinenti

4 Ciascuna Parte contraente comunica, direttamente o tramite un segretariato istituito in forza di un accordo regionale, all'Organizzazione e, se del caso, alle altre Parti contraenti:

.1 Le informazioni di cui ai paragrafi 1.2 e 1.3;
.2 Le misure amministrative e legislative adottate per applicare le disposizioni del presente Protocollo, ivi compreso un riassunto delle misure di esecuzione

.3 informazioni sull'efficacia delle misure di cui a! paragrafo 4.2 e tutti i problemi incontrati nella loro applicazione.

Le informazioni di cui ai paragrafi 1.2 e 1.3 devono essere fornite annualmente. Le informazioni di cui ai paragrafi 4.2 e 4.3 devono essere sottoposte regolarmente.

5 I rapporti sottoposti in applicazione dei paragrafi 4.2 e 4.3 sono valutati da un organo sussidiario appropriato, come designato dalla riunione delle Parti contraenti. Questo organo fornirà un resoconto delle sue conclusioni ad una riunione appropriata o ad una riunione speciale delle Parti contraenti.

ARTICOLO 10

APPLICA ZIONI

1 Ciascuna Parte contraente applica le misure richieste per l'attuazione del presente Protocollo a tutte:

.1 le navi e le aeronavi immatricolate sul suo territorio o *che* battono la sua bandiera

.2 le navi e le aeronavi che caricano sul suo territorio rifiuti o altre materie destinate ad essere immerse o incenerite in mare; e

.3 le navi, aeronavi e piattaforme o altre strutture artificiali che si suppone effettuino operazioni d'immersione o d'incenerimento in mare, nelle zone in cui detta Parte è abilitata ad esercitare la sua giurisdizione conformemente al diritto internazionale.

2 Ciascuna Parte contraente prende provvedimenti appropriati in conformità al diritto internazionale per prevenire e se del caso reprimere gli atti contrari alle disposizioni del presente Protocollo.

3 Le Parti contraenti convengono di cooperare all'elaborazione di procedure in vista dell'applicazione effettiva del presente Protocollo nelle zone al di là della giurisdizione di uno Stato qualsiasi, ivi comprese le procedure per segnalare navi ed aeronavi osservate quando effettuano operazioni d'immersione o di incenerimento, trasgredendo alle disposizioni del presente Protocollo.

4. Il presente Protocollo non si applica alle navi ed alle aeronavi che godono dell'immunità sovrana loro conferita dal diritto internazionale. Nondimeno, ciascuna Parte contraente vigila, adottando provvedimenti appropriati, affinché le navi e aeronavi che le appartengono o che sono da essa utilizzate in modo conforme agli scopi ed agli obiettivi del presente Protocollo agiscano in modo conforme agli scopi ed agli obiettivi del presente Protocollo e ne informa al riguardo l'Organizzazione.

5. Uno Stato può, nel momento in cui esprime i suo consenso ad essere vincolato dal presente Protocollo o in qualsiasi momento successivo, dichiarare che ne applica le disposizioni alle sue navi ed aeronavi di cui al paragrafo 4, rimanendo inteso che solo questo Stato può applicare tali disposizioni contro tali navi ed aeronavi.

ARTICOLO 11

PROCEDURE RELATIVE AL RISPETTO DELLE DISPOSIZIONI

1 Non oltre due anni dopo l'entrata in vigore del presente Protocollo, la Riunione delle Parti contraenti stabilisce le procedure ed i meccanismi necessari per valutare ed incoraggiare il rispetto delle disposizioni del presente Protocollo. Tali procedure e meccanismi sono congegnati in modo da agevolare uno scambio d'informazioni completo e senza riserve, portato a termine in modo costruttivo.

2. Dopo avere pienamente esaminato tutte le informazioni sottoposte in applicazione del presente Protocollo e tutte le raccomandazioni fatte per il tramite di procedure e di meccanismi stabiliti in forza del paragrafo 1, la Riunione delle parti contraenti può fornire i pareri, l'assistenza o la cooperazione necessari alle Parti contraenti ed alle Parti non contraenti.

ARTICOLO 12
C00PERAZIONE REGIONALE

Al fine di promuovere gli obiettivi del presente Protocollo, le Parti contraenti che hanno interessi comuni per la tutela dell'ambiente marino di una determinata regione geografica fanno ogni sforzo, in considerazione delle caratteristiche regionali, per rafforzare la cooperazione regionale, concludendo in modo particolare accordi regionali compatibili con il presente Protocollo in vista di prevenire, ridurre e quando ciò sia possibile in pratica, eliminare l'inquinamento causato dall'immersione o dall'incenerimento in mare di rifiuti o di altre materie. Le Parti contraenti si adoperano per cooperare con le parti agli accordi regionali in vista di armonizzare le procedure destinate ad essere seguite dalle Parti contraenti che hanno stipulato le varie convenzioni in questione.

ARTICOLO 13
COOPERAZIONE ED ASSISTENZA TECNICA

1. Le Parti contraenti, con la loro collaborazione in seno all'Organizzazione ed in coordinamento con le altre organizzazioni internazionali competenti, facilitano l'appoggio bilaterale e multilaterale in materia di prevenzione, di riduzione, e ove ciò sia possibile in pratica, di eliminazione dell'inquinamento causato dall'immersione, conformemente alle norme del presente Protocollo. Al fine di promuovere gli obiettivi del presente Protocollo, alle Parti contraenti che ne fanno domanda per quanto concerne:

   .1 la formazione del personale tecnico e scientifico ai fini, della ricerca, della sorveglianza e dell'applicazione, ivi compreso, a seconda di come convenga la fornitura di attrezzature e mezzi necessari, allo scopo di rafforzare le capacità nazionali;

   .2 i consigli sull'attuazione del presente Protocollo;

   .3 l'informazione e la cooperazione tecnica relative alla riduzione della produzione di rifiuti ed ai propri processi di produzione;

   .4 l'informazione e la cooperazione tecnica relative all'eliminazione ed al trattamento dei rifiuti e ad altre misure volte a prevenire, ridurre e, ove possibile in pratica, eliminare l'inquinamento causato dall'immersione; e

   .5 L'accesso alle ecotecnologie ed al *know-how* corrispondente nonché il loro trasferimento, in particolare per i paesi in via di sviluppo ed i paesi in transizione verso un'economia di mercato, a condizioni favorevoli, ivi compreso a condizioni liberali i e preferenziali, quali approvate di comune accordo, in considerazione della necessità di tutelare i diritti della proprietà intellettuale nonché i bisogni speciali dei paesi in via di sviluppo e dei paesi in transizione verso l'economia di mercato.

2 L'organizzazione adempie alle seguenti funzioni:

.1 trasmissione delle domande di cooperazione tecnica di Parti contraenti ad altre Parti contraenti, tenendo conto di considerazioni quali le capacità tecniche;

.2 coordinamento delle domande di assistenza con altre organizzazioni internazionali competente, a seconda di come convenga e

.3 fatta salva la disponibilità di risorse sufficienti, assistenza ai paesi in via di sviluppo ed ai paesi in transizione verso l'economia di mercato, che hanno fatto sapere il loro intento di divenire Parti contraenti al presente Protocollo, per l'esame dei mezzi necessari alla sua integrale attuazione.

ARTICOLO 14

RICERCA SCIENTIFICA E TECNICA

1 Le Parti contraenti prendono provvedimenti idonei a promuovere e a facilitare la ricerca scientifica e tecnica sulla prevenzione, la riduzione e ove possibile in pratica, l'eliminazione dell'inquinamento risultante dall'immersione e da altre fonti d'inquinamento marino che rilevano dal presente Protocollo. Questi lavori di ricerca dovrebbero, in particolar modo, consistere nell'osservare, misurare, valutare ed analizzare l'inquinamento per mezzo di metodi scientifici.

2 Per realizzare gli obiettivi del presente Protocollo, le Parti contraenti incoraggiano la comunicazione alle altre Parti contraenti che chiedono di avere informazioni pertinenti su:

.1 le attività scientifiche e tecniche e le misure intraprese conformemente al presente Protocollo;

.2 i programmi scientifici e tecnici marini ed i loro obiettivi,

.3 l'impatto osservato durante le attività di sorveglianza e di valutazione svolte in applicazione dell'articolo 9.1.3.

ARTICOLO 15
RESPONSABILITA'

Conformemente ai principi del diritto internazionale relativo alla responsabilità degli Stati per i danni causati dall'ambiente di altri Stati o ad ogni altro settore dell'ambiente, le Parti contraenti s'impegnano ad elaborare procedure concernenti la responsabilità che sorge dall'immersione o dall'incenerimento in mare di rifiuti o di altre materie.

ARTICOLO 16
SOLUZIONE DELLE CONTROVERSIE

1. le controverse relative all'interpretazione o all'applicazione del presente Protocollo vengono risolte innanzi tutto con la negoziazione o la conciliazione, o con altri mezzi pacifici scelti dalle Parti alla controversia.

2. Se non può essere risolta entro i dodici mesi successivi alla data in cui una parte

contraente ha notificato l'esistenza di un controversia fra di loro, la controversia viene regolata, su richiesta di una parte alla controversia, per mezzo della procedura di arbitrato di cui all'Annesso 3, a meno che le parti alla controversia convengano di fare ricorso ad una delle procedure enumerate al paragrafo 1 dell'articolo 287 della Convenzione delle Nazioni Unite sul diritto del mare (1982). Le Parti alla controversa possono convenire in tal senso, a prescindere se anch'esse sono o no Stati Parti alla Convenzione delle Nazioni Unite sul diritto del mare (1982).

3. In caso di accordo relativo al ricorso ad una delle procedure enumerate al paragrafo 1 dell'articolo 287 della Convenzione sul diritto del mare (1982) le disposizioni enunciate nella parte XV di questa Convenzione che si riferiscono alla procedura scelta, si applicherebbero altresì *mutatis mutandis*.

4. Il termine di dodici mesi di cui al paragrafo 2 può essere prorogato di dodici mesi, di comune accordo fra le parti interessate.

5. Nonostante le norme del paragrafo 2, ogni Stato, nel momento in cui esprime il suo consenso ad essere vincolato dal Protocollo, può notificare al Segretario Generale che quando è parte ad una controversia riguardo all'interpretazione o all'applicazione dell'articolo 3.1 o 3.2, il suo consenso sarà richiesto prima che la controversia possa essere regolata per mezzo della procedura di arbitrato prevista all'Allegato 3.

ARTICOLO 17

COOPERAZIONE INTERNAZIONALE

Le Parti contraenti fanno prevalere gli obiettivi del presente Protocollo in seno alle organizzazioni internazionali competenti.

ARTICOLO 18

RIUNIONE DELLE PARTI CONTRAENTI

I. Durante le loro Riunioni o Riunioni speciali, le Parti contraenti procedono ad un esame approfondito dell'attuazione del presente Protocollo e valutano la sua efficacia in vista d'individuare i mezzi per rafforzare, se del caso, le misure destinate a prevenire, ridurre, e ove possibile in pratica, eliminare l'inquinamento causato e dall'incenerimento in mare di rifiuti o di altre materie. A questi fini, durante le loro Riunioni o Riunioni speciali, le Parti contraenti possono, in modo particolare:

1. esaminare ed adottare emendamenti al presente Protocollo, conformemente alle disposizioni degli articoli 21 e 22;

2. secondo i bisogni, creare organi sussidiari incaricati di esaminare qualsiasi questione, al fine di facilitare l'effettiva attuazione del presente Protocollo;

3. invitare organismi specializzati competenti affinché forniscano consulenza su questioni attinenti al presente protocollo;

4. favorire la cooperazione con le organizzazioni internazionali competenti, interessate dalla prevenzione e dalla padronanza dell'inquinamento;

5. esaminare le informazioni trasmesse in applicazione dell'articolo 9.4;

6. elaborare o adottare, in consultazione con le organizzazioni internazionali competenti, le procedure di cui all'articolo 8.2, compresi i criteri fondamentali relativi alla definizione di casi eccezionali e di urgenza, nonché le procedure di pareri consultivi e di eliminazione in completa sicurezza delle materie in mare in questi casi;

7. esaminare ed adottare risoluzioni; e

8. studiare ogni misura supplementare eventualmente richiesta;

Nella loro prima riunione, le Pari contraenti stabiliscono il regolamento interno che esse ritengono necessario.

ARTICOLO 19
FUNZIONI DELL'ORGANIZZAZIONE

1. L'organizzazione è incaricata delle funzioni di segretario relative al presente Protocollo. Ogni Parte contraente al presente Protocollo che non è membro dell'Organizzazione, partecipa in misura appropriata alle spese incorse dall'Organizzazione nell'esercizio di queste funzioni.

2. Le funzioni di segretario necessarie per la gestione del presente Protocollo, consistono, in modo particolare in:

1. convocare Riunioni delle Parti contraenti una volta l'anno, salvo se diversamente deciso dalle Parti contraenti e dalle Riunioni speciali delle Parti contraenti in qualsiasi momento, su richiesta di due terzi della Parti contraenti;
2. fornire, a richiesta, pareri consultivi sull'attuazione del presente Protocollo e sulle direttive e procedure elaborate in applicazioni del presente Protocollo;
3. esaminare le domande d'informazione e le notizie trasmesse dalle Parti contraenti, consultare dette Parti e le organizzazioni competenti, e fornire alle Parti contraenti raccomandazioni sulle questioni connesse al presente Protocollo che tuttavia non se sono specificamente l'oggetto;
4. provvedere alla preparazione e all'assistenza, in consultazione con le Parti contraenti e le organizzazioni internazionali competenti, per l'elaborazione e la messa in opera delle procedure di cui all'articolo 18.6;
5. Comunicare alle Parti contraenti tutte le notifiche ricevute dall'Organizzazione conformemente al presente Protocollo; e
6. Determinare, ogni due anni, un bilancio preventivo ed un conto finanziario ai fini dell'amministrazione del presente Protocollo che saranno divulgati a tutte le Parti contraenti.

3. Oltre alle funzioni prescritte all'articolo 13.2.3, e fatta salva la disponibilità di risorse sufficienti, l'Organizzazione:

.1 collabora alle valutazioni dello stato dell'ambiente marino, e

.2 collabora con le organizzazioni internazionali competenti interessate dalla prevenzione e dal controllo dell'inquinamento.

ARTICOLO 20
ALLEGATI

Gli Allegati del presente Protocollo sono parte integrale del presente Protocollo.

ARTICOLO 21

EMENDAMENTI AL PROTOCOLLO

1. Ogni Parte contraente può proporre emendamenti agli articoli del presente Protocollo. Il testo di una proposta di emendamenti è divulgato dall'Organizzazione alle Parti contraenti almeno sei mesi prima di essere esaminato durante una Riunione delle Parti contraenti o una Riunione speciale delle Parti contraenti.

2. Gli emendamenti agli articoli del presente Protocollo sono adottati a maggioranza di due terzi dei voti delle Parti contraenti presenti e votanti nella Riunione delle Parti contraenti o nella Riunione speciale delle Parti contraenti a tal fine.

3. Un emendamento entra in vigore nei confronti delle Parti contraenti che lo hanno accettato il sessantesimo giorno dopo che due terzi delle Parti contraenti hanno depositato uno strumento di accettazione dell'emendamento presso l'Organizzazione. Successivamente, l'emendamento entra in vigore nei confronti di qualsiasi altra Parte contraente il sessantesimo giorno successivo alla data in cui tale Parte contraente avrà depositato il suo strumento di accettazione di detto emendamento.

4. Il Segretario generale informa le Parti contraenti su ogni emendamento adottato durante le Riunioni delle Parti contraenti, nonché della data in cui questo emendamento entra in vigore, in generale e riguarda a ciascuna Parte contraente.

5. Dopo l'entrata in vigore di un emendamento al presente Protocollo, ogni Stato che diviene Parte contraente del presente Protocollo diviene parte contraente del presente Protocollo come modificato, a meno che i due terzi delle Parti contraenti presenti e votanti alla Riunione o alla Riunione speciale delle Parti contraenti che adottano l'emendamento non decidano diversamente.

ARTICOLO 22
EMENDAMENTI AGLI ANNESSI

1. Ogni Parte contraente può proporre emendamenti agli Allegati del presente Protocollo. Il testo di una proposta di emendamento è divulgato dall'Organizzazione alle Parti contraenti almeno sei mesi prima di essere esaminato durante una Riunione delle Parti contraenti o di una Riunione speciale delle Parti contraenti.

2. Gli emendamenti agli Allegati diversi dall'Allegato 3 sono fondati su considerazioni scientifiche o tecniche e potranno tener conto dei fattori giuridici e socio-economici come necessario. Tali emendamenti sono adottati a maggioranza di due terzi dei voti delle Parti contraenti presenti e votanti nella Riunione delle Parti contraenti o nella Riunione speciale delle Parti designata a tal fine.

3. L'Organizzazione divulga senza indugio alle Parti contraenti gli emendamenti agli Annessi che sono stati adottati durante una Riunione delle Parti contraenti o una Riunione speciale delle Parti contraenti.

4. Fatte salve le disposizioni del paragrafo 7, gli emendamenti agli Allegati entrano immediatamente in vigore per ciascuna Parte contraente al momento della notifica della sua accettazione all'Organizzazione oppure 100 giorni dopo la data della loro adozione in una riunione delle Parti contraenti se quest'ultima data è posteriore, salvo per le Parti contraenti che avranno dichiarato prima del termine di questa scadenza di 100 giorni di non essere in grado di accettare l'emendamento in tale data. Una Parte contraente può in qualsiasi momento sostituire una dichiarazione di opposizione con una dichiarazione di accettazione e l'emendamento che era anteriormente oggetto di tale opposizione, inizia ad avere effetto riguardo a tale Parte contraente.

5. Il Segretario generale notifica senza indugio alle Parti contraenti gli strumenti di accettazione o di opposizione che sono stati depositati presso l'Organizzazione.

6. Un nuovo Allegato o un emendamento ad un Allegato che ha connessioni con un emendamento agli articoli del presente Protocollo non entra in vigore prima che l'emendamento agli articoli del presente Protocollo sia entrato in vigore.

7. Per gli emendamenti all'Allegato 3 concernenti la procedura arbitrale e per l'adozione e l'entrata in vigore di nuovi Allegati, si applicano le procedure di emendamento agli articoli del presente Protocollo.

ARTICOLO 23
RAPPORTO FRA IL PROTOCOLLO E LA CONVENZIONE

Il presente Protocollo sostituirà la Convenzione fra le Parti contraenti del presente Protocollo che sono altresì Parti della Convenzione.

ARTICOLO 24
FIRMA, RATIFICA, ACCETTAZIONE, APPROVAZIONE ED ADESIONE

1. Il presente Protocollo è aperto alla firma di ogni Stato presso la sede dell'Organizzazione dal 1 aprile 1997 al 31 marzo 1998 e rimane in seguito aperto all'adesione di ogni Stato.

2. Gli Stati possono divenire Parti contraenti del presente Protocollo mediante:

   .1 firma non soggetta a ratifica, accettazione o approvazione; o

   .2 firma soggetta a ratifica, accettazione o approvazione, seguita da ratifica, accettazione o approvazione; o

   .3 adesione.

3. La ratifica, l'accettazione, l'approvazione o l'adesione si effettuano con il deposito di uno strumento a tal fine presso il Segretario generale.

ARTICOLO 25
ENTRATA IN VIGORE

I Il presente Protocollo entra in vigore il trentesimo giorno successivo alla data di cui:

.1 Almeno ventisei Stati hanno manifestato il loro consenso ad essere vincolati dal presente Protocollo conformemente all'articolo 24; e

.2 Almeno quindici Parti della Convenzione sono comprese nel numero di Stati indicato al paragrafo 1.1.,

.2 Per ciascuno degli Stati che hanno espresso il loro consenso ad essere vincolati dal presente Protocollo conformemente all'articolo 24 dopo la data menzionata al paragrafo 1, il presente Protocollo entra in vigore il trentesimo giorno dopo la data in cui questo Stato ha espresso il suo consenso.

ARTICOLO 26
PERIODO TRANSITORIO

1. Ogni Stato che non era Parte contraente della Convenzione prima del 31 dicembre 1996 e che manifesta il suo consenso ad essere vincolato dal presente Protocollo prima della sua entrata in vigore o entro un termine di cinque anni dopo la sua entrata in vigore può, nel momento in cui esprime il suo consenso notificare al Segretario Generale che, per ragioni descritte nella notifica, esso non sarà in grado di rispettare le particolari disposizioni del presente Protocollo diverse da quelle indicate al paragrafo 2, per un periodo transitorio che non supera il termine indicato al paragrafo 4.

2. Nessuna notifica effettuata ai sensi del paragrafo 1 inficia gli obblighi di una Parte contraente al presente protocollo per quanto concerne l'incenerimento in mare o l'immersione di rifiuti radioattivi o di altre materie radioattive.

3. Ogni parte contraente del presente Protocollo che ha notificato il Segretario Generale in forza del paragrafo 1 che, durante il periodo transitorio specificato essa non sarà in grado di rispettare, in tutto o in parte l'articolo 4.1 o l'articolo 9, deve tuttavia proibire durante questo periodo l'immersione di rifiuti o di altre materie per le quali non ha rilasciato autorizzazioni, e fare del suo meglio per adottare misure amministrative o legislative volte a garantire che il rilascio dei permessi e le loro condizioni soggiacenti rispettano le disposizioni dell'annesso 2 e notificare al Segretario Generale il rilascio di qualsiasi permesso.

ARTICOLO 27
RITIRO

1 Ogni Parte contraente può ritirarsi dal presente Protocollo in qualsiasi momento, dopo la scadenza di un periodo di due anni a decorrere dalla data in cui il presente Protocollo entra in vigore nei confronti di tale Parte contraente.

2 Il ritiro si effettua mediante il deposito di uno strumento di ritiro preso il Segretario Generale.

3 Il ritiro ha effetto un anno dopo la data in cui il Segretario Generale dell'Organizzazione ha ricevuto lo strumento di ritiro o allo scadere di ogni periodo più lungo specificato in questo strumento.

ARTICOLO 28
DEPOSITARIO

1 Il presente Protocollo è depositato presso il Segretario Generale.

2 Oltre alle funzioni specificate agli articoli 10.5, 16.5, 21.4, 22.5 e 26.5, il Segretario Generale:

.1 Informa tutti gli Stati che hanno firmato il presente Protocollo o che vi hanno aderito:

.1 di ogni nuova firma o di ogni nuovo strumento di ratifica, di accettazione,di approvazione o di adesione e della data di questa firma o di questo deposito;

.2 della data di entrata in vigore del presente Protocollo; e

.3 del deposito di ogni strumento di ritiro, della data in cui tale strumento è stato ricevuto e della data in cui il ritiro ha effetto

.2. trasmette copie certificate, conformi del presente Protocollo a tutti gli Stati che hanno firmato il presente Protocollo o che vi hanno aderito.

3 A decorrere dall'entrata in vigore del presente Protocollo, il Segretario Generale ne trasmette una copia certificata conforme al Segretariato dell'Organizzazione delle Nazioni Unite, in vista della sua registrazione e della sua pubblicazione conformemente all'articolo 102 dello Statuto delle Nazioni Unite.

ARTICOLO 29
TESTI AUTENTICI

Il presente Protocollo è redatto in un unico esemplare in lingua araba, cinese, francese, inglese, russa e spagnola.

IN FEDE DI CHE, i sottoscritti, a tal fine debitamente autorizzati a tal fine dai loro rispettivi governi, hanno firmato il presente Protocollo.

FATTO A LONDRA, il sette novembre millenovecentonovantasei.

ALLEGATO 1

RIFIUTI O ALTRE MATERIE PER LE QUALI SI PUÒ PREVEDERE L'IMMERSIONE

1 I rifiuti o altre materie la cui lista figura in appresso sono quelli di cui si può prevedere l'immersione, con la consapevolezza degli obiettivi e degli obblighi generali del presente Protocollo enunciati agli articoli 2 e 3.

.1 rifiuti di dragaggio;

.2 fanghi di epurazione;

.3 rifiuti di pesce o materie risultanti da operazioni di trattamento industriale del pesce;

.4 Navi e piattaforme o altre strutture artificiali in mare;

.5 Materie geologiche inerti, inorganiche;

.6 Materie organiche di origine naturale; e

.7 Oggetti voluminosi costituiti principalmente da ferro, da acciaio, da cemento armato e da materiali non nocivi il cui impatto fisico suscita preoccupazioni, e solo nei casi in cui questi rifiuti sono prodotti in luoghi come le piccole isole, su cui vi sono comunità isolate e che non hanno un accesso pratico ad altre opzioni di eliminazione, oltre all'immersione.

2 L'immersione dei rifiuti o di altre materie enumerate ai paragrafi 1.4 e 1.7 può essere prevista a condizione che i materiali che rischiano di produrre detriti galleggianti o di contribuire in altro modo all'inquinamento dell'ambiente marino siano stati ritirati in tutta la misura del possibile, ed a patto che i materiali immersi in mare non costituiscano un ostacolo rilevante alla pesca o alla navigazione.

3 Nonostante quanto precede, le materie enumerate ai paragrafi 1.1 e 1.7, i cui livelli di radioattività sono superiori alle concentrazioni minime (che sono oggetto di esenzione) definite dall'AIEA e adottate dalle Parti contraenti, non devono essere considerate come passibili di un'immersione, rimanendo inteso, inoltre, che entro un termine di 25 anni a decorrere dal 20 febbraio 1994, ed in seguito ad intervalli regolari di 25 anni, le Parti contraenti effettuano uno studio scientifico attinente a tutti i rifiuti radioattivi ed a tutte le altre materie radioattive diverse dai rifiuti e dalle materie fortemente radioattive, in considerazione di altri fattori che tali Parti possono ritenere utili, e riesaminano il divieto d'immergere tali sostanze conformemente alle procedure enunciate all'articolo 22.

ALLEGATO 2
VALUTAZIONE DEI RIFIUTI O DI ALTRE MATERIE PER LE QUALI SIPU0' PREVEDERE UN'IMMERSIONE

1 L'autorizzazione di immergere, in talune circostanze non sopprime l'obbligo, in forza del presente Allegato, di proseguire gli sforzi volti a limitare la necessità di ricorrere a questa prassi.

SERVIZIO AUDIT RELATIVO ALLA PREVENZIONE DELLA PRODUZIONE DI RIFIUTI

2 Le fasi iniziali della valutazione di metodi diversi all'immersione dovrebbero, ove necessario, includere una valutazione dei seguenti fattori:

.1 tipi, quantitativi e pericoli relativi ai rifiuti prodotti;

.2 le precisioni che fanno riferimento al processo di produzione e all'origine dei rifiuti nel quadro di tale processo; e

.1 nuova formulazione dei prodotti;

.2 tecniche di produzione propria

.3 modifica del processo di produzione,

.4 sostituzione di apporti; e

.5 riciclaggio *in situ* in circuito chiuso

3 In generale, se il servizio di *audit* prescritto permette di constatare che vi sono possibilità di evitare la produzione di rifiuti alla fonte, il richiedente di un permesso dovrebbe formulare e mettere in opera, in collaborazione con gli organismi locali e nazionali competenti, una strategia di prevenzione della produzione di rifiuti, comportante obiettivi precisi in materia di riduzione della produzione di rifiuti e prevedendo controlli supplementari sulla prevenzione della riduzione di rifiuti in vista di garantire la realizzazione di tali obiettivi.La decisione di rilasciare o di rinnovare il permesso deve garantire che tutte le prescrizioni in materia di riduzione e di prevenzione della produzione di rifiuti che ne risultano sono soddisfatte.

4 Per quanto concerne i rifiuti derivanti dal dragaggio e i fanghi di epurazione, l'obiettivo della gestione dei rifiuti dovrebbe essere d'individuare e poi di controllare le fonti di contaminazione. Questo obiettivo andrebbe ottenuto mettendo in opera strategie volte a prevenire la produzione di rifiuti e a tal fine, occorre che vi sia collaborazione fra gli organismi locali e nazionali competenti, interessati dal controllo sulle fonti d'inquinamento puntuali e altre. Fino all'ottenimento di questo obiettivo, i problemi sollevati dai rifiuti contaminati del dragaggio potranno essere risolti con tecniche di gestione delle evacuazioni in mare o a terra.

ESAME DELLE OPZIONI IN MATERIA DI GESTIONE DEI RIFIUTI

5 Le domande di permesso d'immersione di rifiuti devono fornire la prova che la gerarchia in appresso delle opzioni in materia digestione dei rifiuti sia stata debitamente presa in considerazione, gerarchia stabilita secondo un ordine crescente d'impatto sull'ambiente:

.1 riutilizzazione;

.2 riciclaggio fuori dal sito;

.3 distruzione dei costituenti pericolosi;

.4 trattamento volto a ridurre o a eliminare i costituenti pericolosi; e

.5 evacuazione a terra, nell'aria e nell'acqua.

6 La concessione di un permesso d'immersione di rifiuti deve essere rifiutata se l'autorità incaricata del rilascio del permesso considera che vi sono adeguate possibilità di riutilizzarli, di riciclarli o di trattarli senza rischi eccessivi per la salute dell'uomo o per l'ambiente o senza spese sproporzionate. Converrebbe esaminare il fatto di sapere se esistono all'atto pratico altri mezzi di evacuazione, sulla base di una valutazione comparata dei rispettivi che presentano l'immersione in mare e gli altri metodi.

PROPRIETA' CHIMICHE, FISICHE E BIOLOGICHE

7 Una descrizione ed una particolareggiata caratterizzazione dei rifiuti sono un preliminare essenziale per l'esame degli altri metodi e costituiscono le basi della decisione di autorizzare o meno l'immersione di un rifiuto. Se un rifiuto è insufficientemente caratterizzato, a tal punto che sarebbe impossibile valutare in modo appropriato gli impatti che è suscettibile di avere sulla salute dell'uomo e sull'ambiente; il rifiuto in questione non dovrebbe essere immerso.

8 Converrebbe caratterizzare i rifiuti ed i loro costituenti in considerazione dei seguenti elementi:

.1 origine, quantità totale, forma e composizione media;
.2 proprietà: fisiche, chimiche, biochimiche e biologiche;
.3 tossicità;
.4 persistenza; fisica, chimica e biologica; e
.5 accumulazione e bio-trasformazione in materie o sedimenti biologici.

<u>LISTA D'INTERVENTO</u>

9 Ciascuna Parte contraente deve redigere una lista d'intervento nazionale destinata a costituire un meccanismo di selezione dei rifiuti e delle loro sostanze costituenti che sono oggetto di una domanda, in funzione degli effetti che sono suscettibili di avere sulla salute dell'uomo e sull'ambiente marino. Nel selezionare le sostanze da iscrivere su una lista d'intervento, occorre dare priorità alle sostanze tossiche, persistenti e bioaccumulative di origine antropica (ad esempio, cadmio, mercurio,

organo-alogenati, idrocarburi di petrolio e, se del caso, arsenico, piombo, rame, zinco, berillio, cromo, nickel, vanadio, composti organo-silicati, cianuri, fluoruri e pesticidi o loro derivanti diversi dagli organo-alogenati). Una lista d'intervento può anche far scattare riflessioni più approfondite sulla prevenzione della produzione di rifiuti.

10 Una lista d'intervento deve specificare un livello superiore e può altresì specificare un livello inferiore. Il livello superiore dovrebbe essere fissato in modo da evitare gli effetti acuti o cronici sulla salute dell'uomo o sugli organismi marini sensibili rappresentativi dell'eco-sistema marino. L'applicazione di una lista d'intervento sfocerà nella creazione di tre eventuali categorie di rifiuti:

.1 i rifiuti che contengono determinate sostanze o che suscitano reazioni biologiche, e che superano il livello superiore applicabile, non devono essere immersi, a meno che tecniche o processi di gestione li rendano accettabili ai fini dell'immersione;

.2 i rifiuti che contengono determinate sostanze o che suscitano reazioni biologiche, e che si situano al di qua dei livelli inferiori applicabili, dovrebbero essere considerati come poco pericolosi per l'ambiente nella prospettiva di un'immersione; e

.3 i rifiuti che contengono determinate sostanze o che suscitano reazioni biologiche e che si situano sotto il livello superiore, ma al disopra del livello inferiore, esigono una valutazione più dettagliata prima di poter determinare se possono essere immersi.

SCELTA DEL LUOGO D'IMMERSIONE

11 Le informazioni richieste per scegliere un luogo d'immersione, devono includere:

.1 le caratteristiche fisiche, chimiche e biologiche della colonna d'acqua e dei fondali marini;

.2 il luogo dei natanti privati, dei valori e degli altri usi del mare nella zona esaminata;

.3 la valutazione dei flussi di costituenti legali all'immersione rispetto al flusso di sostanze pre-esistenti nell'ambiente marino e

.4 la viabilità economica ed operativa.

VALUTAZIONE DEGLI EFFETTI POTENZIALI

12 La valutazione degli effetti potenziali dovrebbe dar luogo ad un succinto esposto sulle probabili conseguenze delle opzioni di evacuazione in mare o di evacuazione a terra, in altre parole, "l'ipotesi d'impatto". Essa fornisce una base sulla quale ci riappoggerà per decidere se convenga di approvare o meno l'opzione di evacuazione proposta, nonché per stabilire le disposizioni richieste in materia di sorveglianza dell'ambiente.

13. La valutazione concernente l'immersione dovrebbe comportare informazioni sulle caratteristiche dei rifiuti, le condizioni che esistono nel luogo (o nei luoghi) d'immersione proposti, i flussi e le tecniche di evacuazione proposte e precisare i potenziali effetti sulla salute dell'uomo, sulle risorse viventi, sui natanti privati e sugli altri usi legittimi del mare. Essa dovrebbe definire la natura, le scale temporali e geografiche nonché la durata degli impatti probabili sulla base di ipotesi ragionevolmente prudenti.

14. Converrebbe analizzare ciascuna delle opzioni di evacuazione alla luce di una valutazione comparata dei seguenti elementi: rischi per la salute dell'uomo, costi per l'ambiente, pericoli (compresi gli incidenti) aspetti economici ed esclusione di usi futuri. Se la valutazione dovesse rivelare che non si dispone di elementi d'informazione sufficienti per determinare i probabili effetti dell'opzione di evacuazione proposta, questa opzione non dovrebbe essere approfondita oltre. Inoltre, se l'interpretazione della valutazione comparata dimostra che l'opzione d'immersione è meno favorevole, nessun permesso d'immersione andrebbe concesso.

15. Ciascuna valutazione dovrebbe terminare con una dichiarazione finale che sostiene la decisione adottata di rilasciare o di rifiutare un permesso d'immersione

MONITORAGGIO

16. Il monitoraggio mira a verificare che le condizioni da cui il permesso è accompagnato siano soddisfatte – mediante un controllo di conformità, e che le ipotesi adottate durante l'esame del permesso, come pure durante il processo di selezione del sito siano corrette e sufficienti per proteggere l'ambiente e la salute dell'uomo – la sorveglianza sul campo. E' indispensabile che gli obiettivi dei programmi di sorveglianza siano chiaramente definiti.

PERMESSO E CONDIZIONI CHE LO ACCOMPAGNANO

17. La decisione di rilasciare un permesso dovrebbe essere presa solo dopo che tutte le valutazioni d'impatto sono state adeguatamente effettuate e che le misure richieste in materia di monitoraggio sono state determinate. Nella misura in cui ciò è possibile in pratica, le disposizioni del permesso dovrebbero essere di natura tale da ridurre al minimo le conseguenze perturbanti o pregiudizievoli per l'ambiente e potenziare i vantaggi. In particolare, il permesso deve comportare i seguenti dati e le seguenti informazioni:

.1 tipi e origine delle materie da immergere;

.2 posizionamento del luogo (o dei luoghi) d'immersione;

.3 metodo d'immersione; e

.4 disposizioni richieste in materia di sorveglianza e di notifica.

18. Converrebbe rivedere i permessi ad intervalli regolari, in considerazione dei risultati del monitoraggio e degli obiettivi dei programmi di sorveglianza. L'esame dei risultati della sorveglianza consentirà di sapere se i programmi sul campo devono essere continuati, rielaborati o abbandonati e contribuirà all'adozione di decisioni adeguatamente fondate trattandosi del rinnovo, della modifica o dell'annullamento dei permessi. Si disporrà in tal modo di un meccanismo d'informazioni di ritorno, rilevante per la protezione della salute dell'uomo e dell'ambiente marino.

ALLEGATO 3

PROCEDURA ARBITRALE

Articolo 1

1. Su richiesta indirizzata da una Parte contraente, in applicazione dell'articolo 18 del presente Protocollo, si costituisce un tribunale arbitrale, di seguito denominato il Tribunale. La richiesta d'arbitrato contiene l'oggetto della domanda nonché qualsiasi atto giustificativo per sostenere l'esposizione del caso.

2. La Parte contraente informa il Segretario Generale dell'Organizzazione:

.1 della sua domanda di arbitrato;

.2 delle norme del presente Protocollo la cui interpretazione o applicazione danno luogo, a suo avviso, alla controversia.

.3 Il Segretario Generale trasmette queste informazioni a tutti gli Stati contraenti.

Articolo 2

1. Il tribunale è composto da un solo arbitro qualora le parti alla controversia così decidano entro un termine di 30 giorni a decorrere dalla data di ricezione della richiesta di arbitrato.
2. In caso di decesso, d'incapacità o di difettosità dell'arbitro, le parti alla controversia possono designare un sostituto entro un termine di 30 giorni a decorrere dal decesso, dall'incapacità o da difettosità.

Articolo 3

1. Se le Parti ad una controversia non raggiungono un accordo con un Tribunale composto nelle condizioni previste all'articolo 2 del presente Allegato, il Tribunale sarà composto da tre membri;

.1 un arbitro nominato da ciascuna parte alla controversia; e

.2 un terzo arbitro, designato di comune accordo dai primi due, il quale assume la presidenza del Tribunale.

2. Se il presidente del Tribunale non è designato al termine di una scadenza di 30 giorni a decorrere dalla designazione del secondo arbitro, le parti alla controversia sottopongono al Segretario Generale dell'Organizzazione, entro un nuovo termine di 30 giorni, su domanda di una delle parti, una lista di persone qualificate stabilita di comune accordo. Il Segretario Generale sceglie al più presto il Presidente su questa lista. Egli non può scegliere un Presidente che ha avuto o che ha la nazionalità di un delle parti alla controversia, salvo se l'altra parte vi consente.

3. Se una delle parti ad una controversia non ha proceduto, entro un termine di 60 giorni a decorrere dalla data di ricezione della richiesta di arbitrato alla designazione di un arbitro che le incombe in forza del paragrafo 1.1, l'altra parte può chiedere di sottoporre al Segretario Generale dell'Organizzazione entro un termine di 30 giorni una lista di persone qualificate stabilita di comune accordo.

4. In caso di decesso, d'incapacità o di difettosità dell'arbitro, la parte della controversia che lo ha nominato, nomina un sostituto entro il termine di 30 giorni dal decesso, dall'incapacità o dalla difettosità. In caso ciò non avvenga, la procedura continua con i rimanenti arbitri. In caso di decesso, di incapacità o di difettosità del presidente, il suo sostituto è nominato alle condizioni previste ai paragrafi 1.2 e 2, entro 90 giorni dal decesso, dall'incapacità o dalla difettosità.

.5 Il Segretario generale dell'Organizzazione detiene una lista di arbitri composta da persone qualificate designate dalle Parti contraenti. Ciascuna Parte contraente può designare, mediante inclusione nella lista, quattro persone che non hanno necessariamente la sua nazionalità. Se le Parti alla controversia non sottopongono al Segretario Generale nei tempi stabiliti una lista di persone qualificate stabilita di comune accordo in forza delle disposizioni dei paragrafi 2,3, e 4, il Segretario Generale sceglie sulla lista che detiene l'arbitro o gli arbitri non designati.

Articolo 4

Il Tribunale può avere cognizione e decidere sulle domande riconvenzionali direttamente collegate all'oggetto della controversia.

Articolo 5

Ciascuna parte alla controversia si prende a carico le spese che comporta la preparazione del suo fascicolo. Il costo della rimunerazione dei membri del Tribunale, nonché tutte le spese di ordine generale comportate dall'arbitrato sono ugualmente ripartite fra le parti alla controversia. Il Tribunale registra tutte le sue spese e ne fornisce un conteggio finale alle parti.

Articolo 6

Ogni Parte contraente di cui un interesse di ordine giuridico è in causa può, dopo aver avvisato per iscritto le parti alla controversia che hanno iniziato questa procedura, intervenire nella procedura d'arbitrato, con l'accordo del Tribunale ed a sue spese. Ogni Parte che interviene in tal modo può presentare prove, fascicoli o far conoscere oralmente i suoi argomenti sulle questioni che danno luogo all'intervento, conformemente alle procedure stabilite in applicazione dell'articolo 7 del presente Allegato, ma nessun diritto le è conferito per quanto riguarda la composizione del Tribunale.

Articolo 7

Il Tribunale costituito ai sensi del presente Allegato, stabilisce le proprie regole di procedura.

Articolo 8

1. Ad eccezione del caso in cui il tribunale è composto da un solo arbitro, le decisioni del tribunale, sia sulla sua procedura, ed il luogo delle sue riunioni sia su altre questioni connesse alla controversa che gli vengono sottoposte, sono adottata dalla maggioranza dei voti dei suoi membri. Tuttavia, l'assenza o l'astensione di un membro del Tribunale designato da una delle parti alla controversia non impedisce al Tribunale di statuire. In caso di equa suddivisione dei voti, il voto del Presidente è predominante.

2. Le parti alla controversia facilitano i lavori del Tribunale; a tal fine, conformemente alla loro legislazione ed utilizzando tutti i mezzi di cui dispongono, le parti:

.1 forniscono al Tribunale i documenti e le informazioni utili; e

.2 danno al Tribunale la possibilità di entrare sul loro territorio, di udire i testimoni o gli esperti e di esaminar i luoghi.

3. Il fatto che una parte alla controversia non si conformi alle disposizioni del paragrafo 2 non impedisce al Tribunale di statuire o di pronunciare la sua sentenza.

Articolo 9

Il Tribunale pronuncia la sua sentenza in un termine di cinque mesi a decorrere dalla sua costituzione, salvo se ritiene opportuno prorogare questo termine, il nuovo termine essendo al massimo di cinque mesi. La sentenza del Tribunale è motivata. Essa è definitiva ed inappellabile ed è comunicata al Segretario Generale dell'Organizzazione che ne informa le Parti contraenti. Le parti alla controversia devono conformarvisi senza indugio.

LAVORI PREPARATORI

Camera dei deputati (atto n. 5889):

Presentato dal Ministro degli affari esteri (FINI) il 31 maggio 2005.

Assegnato alla III commissione (Affari esteri), in sede referente, il 17 giugno 2005, con pareri delle commissioni I, V, VII, VIII, IX, XIV e parlamentare per le questioni regionali.

Esaminato dalla III commissione il 29 giugno 2005 ed il 17 novembre 2005.

Esaminato in aula il 1° dicembre 2005 e approvato il 22 dicembre 2005.

Senato della Repubblica (atto n. 3707):

Assegnato alla 3ª commissione (Affari esteri), in sede referente, l'11 gennaio 2006 con pareri delle commissioni lª, 2ª, 5ª, 7ª, 8ª, 13ª, 14ª e parlamentare per le questioni regionali.

Esaminato dalla 3ª commissione il 17 e 24 gennaio 2006.

Relazione scritta presentata il 30 gennaio 2006 (atto n. 3707/*A* - relatore sen. PIANETTA).

Esaminato in aula e approvato il 31 gennaio 2006.

06G0086

AUGUSTA IANNINI, *direttore* FRANCESCO NOCITA, *redattore*

(G602018/1) Roma, 2006 - Istituto Poligrafico e Zecca dello Stato S.p.A. - S.

ISTITUTO POLIGRAFICO E ZECCA DELLO STATO

LIBRERIE CONCESSIONARIE PRESSO LE QUALI È IN VENDITA LA GAZZETTA UFFICIALE

cap	**località**	libreria	indirizzo	pref.	tel.	fax
95024	**ACIREALE (CT)**	CARTOLIBRERIA LEGISLATIVA S.G.C. ESSEGICI	Via Caronda, 8-10	095	7647982	7647982
00041	**ALBANO LAZIALE (RM)**	LIBRERIA CARACUZZO	Corso Matteotti, 201	06	9320073	93260286
60121	**ANCONA**	LIBRERIA FOGOLA	Piazza Cavour, 4-5-6	071	2074606	2060205
83100	**AVELLINO**	LIBRERIA PIROLA MAGGIOLI	Via Matteotti, 30/32	0825	30597	248957
81031	**AVERSA (CE)**	LIBRERIA CLA.ROS	Via L. Da Vinci, 18	081	8902431	8902431
70124	**BARI**	CARTOLIBRERIA QUINTILIANO	Via Arcidiacono Giovanni, 9	080	5042665	5610818
70121	**BARI**	LIBRERIA UNIVERSITÀ E PROFESSIONI	Via Crisanzio, 16	080	5212142	5243613
13900	**BIELLA**	LIBRERIA GIOVANNACCI	Via Italia, 14	015	2522313	34983
40132	**BOLOGNA**	LIBRERIA GIURIDICA EDINFORM	Via Ercole Nani, 2/A	051	4218740	4210565
40124	**BOLOGNA**	LIBRERIA GIURIDICA - LE NOVITÀ DEL DIRITTO	Via delle Tovaglie, 35/A	051	3399048	3394340
21052	**BUSTO ARSIZIO (VA)**	CARTOLIBRERIA CENTRALE BORAGNO	Via Milano, 4	0331	626752	626752
91022	**CASTELVETRANO (TP)**	CARTOLIBRERIA MAROTTA & CALIA	Via Q. Sella, 106/108	0924	45714	45714
95128	**CATANIA**	CARTOLIBRERIA LEGISLATIVA S.G.C. ESSEGICI	Via F. Riso, 56/60	095	430590	508529
88100	**CATANZARO**	LIBRERIA NISTICÒ	Via A. Daniele, 27	0961	725811	725811
66100	**CHIETI**	LIBRERIA PIROLA MAGGIOLI	Via Asinio Herio, 21	0871	330261	322070
22100	**COMO**	LIBRERIA GIURIDICA BERNASCONI - DECA	Via Mentana, 15	031	262324	262324
87100	**COSENZA**	LIBRERIA DOMUS	Via Monte Santo, 70/A	0984	23110	23110
50129	**FIRENZE**	LIBRERIA PIROLA già ETRURIA	Via Cavour 44-46/R	055	2396320	288909
71100	**FOGGIA**	LIBRERIA PATIERNO	Via Dante, 21	0881	722064	722064
03100	**FROSINONE**	L'EDICOLA	Via Tiburtina, 224	0775	270161	270161
16121	**GENOVA**	LIBRERIA GIURIDICA	Galleria E. Martino, 9	010	565178	5705693
95014	**GIARRE (CT)**	LIBRERIA LA SEÑORITA	Via Trieste angolo Corso Europa	095	7799877	7799877
73100	**LECCE**	LIBRERIA LECCE SPAZIO VIVO	Via Palmieri, 30	0832	241131	303057
74015	**MARTINA FRANCA (TA)**	TUTTOUFFICIO	Via C. Battisti, 14/20	080	4839784	4839785
98122	**MESSINA**	LIBRERIA PIROLA MESSINA	Corso Cavour, 55	090	710487	662174
20100	**MILANO**	LIBRERIA CONCESSIONARIA I.P.Z.S.	Galleria Vitt. Emanuele II, 11/15	02	865236	863684
70056	**MOLFETTA (BA)**	LIBRERIA IL GHIGNO	Via Salepico, 47	080	3971365	3971365

Segue: **LIBRERIE CONCESSIONARIE PRESSO LE QUALI È IN VENDITA LA GAZZETTA UFFICIALE**

cap	località	libreria	indirizzo	pref.	tel.	fax
80139	**NAPOLI**	LIBRERIA MAJOLO PAOLO	Via C. Muzy, 7	081	282543	269898
80134	**NAPOLI**	LIBRERIA LEGISLATIVA MAJOLO	Via Tommaso Caravita, 30	081	5800765	5521954
28100	**NOVARA**	EDIZIONI PIROLA E MODULISTICA	Via Costa, 32/34	0321	626764	626764
90138	**PALERMO**	LA LIBRERIA DEL TRIBUNALE	P.za V.E. Orlando, 44/45	091	6118225	552172
90138	**PALERMO**	LIBRERIA S.F. FLACCOVIO	Piazza E. Orlando, 15/19	091	334323	6112750
90145	**PALERMO**	LIBRERIA COMMISSIONARIA G. CICALA INGUAGGIATO	Via Galileo Galilei, 9	091	6828169	6822577
90133	**PALERMO**	LIBRERIA FORENSE	Via Maqueda, 185	091	6168475	6177342
43100	**PARMA**	LIBRERIA MAIOLI	Via Farini, 34/D	0521	286226	284922
06087	**PERUGIA**	CALZETTI & MARIUCCI	Via della Valtiera, 229	075	5997736	5990120
29100	**PIACENZA**	NUOVA TIPOGRAFIA DEL MAINO	Via Quattro Novembre, 160	0523	452342	461203
59100	**PRATO**	LIBRERIA CARTOLERIA GORI	Via Ricasoli, 26	0574	22061	610353
00192	**ROMA**	LIBRERIA DE MIRANDA	Viale G. Cesare, 51/E/F/G	06	3213303	3216695
00195	**ROMA**	COMMISSIONARIA CIAMPI	Viale Carso, 55-57	06	37514396	37353442
00161	**ROMA**	L'UNIVERSITARIA	Viale Ippocrate, 99	06	4441229	4450613
00187	**ROMA**	LIBRERIA GODEL	Via Poli, 46	06	6798716	6790331
00187	**ROMA**	STAMPERIA REALE DI ROMA	Via Due Macelli, 12	06	6793268	69940034
45100	**ROVIGO**	CARTOLIBRERIA PAVANELLO	Piazza Vittorio Emanuele, 2	0425	24056	24056
63039	**SAN BENEDETTO D/T (AP)**	LIBRERIA LA BIBLIOFILA	Via Ugo Bassi, 38	0735	587513	576134
07100	**SASSARI**	MESSAGGERIE SARDE LIBRI & COSE	Piazza Castello, 11	079	230028	238183
10122	**TORINO**	LIBRERIA GIURIDICA	Via S. Agostino, 8	011	4367076	4367076
21100	**VARESE**	LIBRERIA PIROLA	Via Albuzzi, 8	0332	231386	830762
36100	**VICENZA**	LIBRERIA GALLA 1880	Viale Roma, 14	0444	225225	225238

MODALITÀ PER LA VENDITA

La «Gazzetta Ufficiale» e tutte le altre pubblicazioni dell'Istituto sono in vendita al pubblico:

- **presso l'Agenzia dell'Istituto Poligrafico e Zecca dello Stato S.p.A. in ROMA, piazza G. Verdi, 10 - ☎ 06 85082147;**
- **presso le librerie concessionarie indicate (elenco consultabile sul sito www.ipzs.it)**

L'Istituto conserva per la vendita le Gazzette degli ultimi 4 anni fino ad esaurimento. Le richieste per corrispondenza potranno essere inviate a:

Funzione Editoria - U.O. DISTRIBUZIONE
Attività Librerie concessionarie, Vendita diretta e Abbonamenti a periodici
Piazza Verdi 10, 00198 Roma
fax: 06-8508-4117
e-mail: editoriale@ipzs.it

avendo cura di specificare nell'ordine, oltre al fascicolo di GU richiesto, l'indirizzo di spedizione e di fatturazione (se diverso) ed indicando il codice fiscale per i privati. L'importo della fornitura, maggiorato di un contributo per le spese di spedizione, sarà versato in contanti alla ricezione.

Le inserzioni, come da norme riportate nella testata della parte seconda, si ricevono con pagamento anticipato, presso le agenzie in Roma e presso le librerie concessionarie.

Per informazioni, prenotazioni o reclami attinenti agli abbonamenti oppure alla vendita della *Gazzetta Ufficiale* bisogna rivolgersi direttamente all'Amministrazione, presso l'Istituto Poligrafico e Zecca dello Stato - Piazza G. Verdi, 10 - 00100 ROMA

Gazzetta Ufficiale Abbonamenti	Vendite	Ufficio inserzioni	Numero verde
☎ 800-864035 - Fax 06-85082520	☎ 800-864035 - Fax 06-85084117	☎ 800-864035 - Fax 06-85082242	☎ 800-864035

GAZZETTA UFFICIALE
DELLA REPUBBLICA ITALIANA

CANONI DI ABBONAMENTO ANNO 2006 (salvo conguaglio) (*)

GAZZETTA UFFICIALE - PARTE I (legislativa)

			CANONE DI ABBONAMENTO
Tipo A	Abbonamento ai fascicoli della serie generale, inclusi tutti i supplementi ordinari:		
	(di cui spese di spedizione € 219,04)	- annuale	€ **400,00**
	(di cui spese di spedizione € 109,52)	- semestrale	€ **220,00**
Tipo A1	Abbonamento ai fascicoli della serie generale, inclusi i soli supplementi ordinari contenenti i provvedimenti legislativi:		
	(di cui spese di spedizione € 108,57)	- annuale	€ **285,00**
	(di cui spese di spedizione € 54,28)	- semestrale	€ **155,00**
Tipo B	Abbonamento ai fascicoli della serie speciale destinata agli atti dei giudizi davanti alla Corte Costituzionale:		
	(di cui spese di spedizione € 19,29)	- annuale	€ **68,00**
	(di cui spese di spedizione € 9,64)	- semestrale	€ **43,00**
Tipo C	Abbonamento ai fascicoli della serie speciale destinata agli atti della CE:		
	(di cui spese di spedizione € 41,27)	- annuale	€ **168,00**
	(di cui spese di spedizione € 20,63)	- semestrale	€ **91,00**
Tipo D	Abbonamento ai fascicoli della serie destinata alle leggi e regolamenti regionali:		
	(di cui spese di spedizione € 15,31)	- annuale	€ **65,00**
	(di cui spese di spedizione € 7,65)	- semestrale	€ **40,00**
Tipo E	Abbonamento ai fascicoli della serie speciale destinata ai concorsi indetti dallo Stato e dalle altre pubbliche amministrazioni:		
	(di cui spese di spedizione € 50,02)	- annuale	€ **167,00**
	(di cui spese di spedizione € 25,01)	- semestrale	€ **90,00**
Tipo F	Abbonamento ai fascicoli della serie generale, inclusi tutti i supplementi ordinari, ed ai fascicoli delle quattro serie speciali:		
	(di cui spese di spedizione € 344,93)	- annuale	€ **780,00**
	(di cui spese di spedizione € 172,46)	- semestrale	€ **412,00**
Tipo F1	Abbonamento ai fascicoli della serie generale inclusi i supplementi ordinari con i provvedimenti legislativi e ai fascicoli delle quattro serie speciali:		
	(di cui spese di spedizione € 234,45)	- annuale	€ **652,00**
	(di cui spese di spedizione € 117,22)	- semestrale	€ **342,00**

N.B.: L'abbonamento alla GURI tipo A, A1, F, F1 comprende gli indici mensili
Integrando con la somma di € **80,00** *il versamento relativo al tipo di abbonamento alla* Gazzetta Ufficiale - *parte prima - prescelto, si riceverà anche l'Indice Repertorio Annuale Cronologico per materie anno 2005.*

BOLLETTINO DELLE ESTRAZIONI

Abbonamento annuo (incluse spese di spedizione) € **88,00**

CONTO RIASSUNTIVO DEL TESORO

Abbonamento annuo (incluse spese di spedizione) € **56,00**

PREZZI DI VENDITA A FASCICOLI
(Oltre le spese di spedizione)

Prezzi di vendita:		
	serie generale	€ 1,00
	serie speciali (escluso concorsi), ogni 16 pagine o frazione	€ 1,00
	fascicolo serie speciale, *concorsi*, prezzo unico	€ 1,50
	supplementi (ordinari e straordinari), ogni 16 pagine o frazione	€ 1,00
	fascicolo Bollettino Estrazioni, ogni 16 pagine o frazione	€ 1,00
	fascicolo Conto Riassuntivo del Tesoro, prezzo unico	€ 6,00

I.V.A. 4% a carico dell'Editore

GAZZETTA UFFICIALE - PARTE II (inserzioni)

Abbonamento annuo	*(di cui spese di spedizione € 120,00)*		€ **320,00**
Abbonamento semestrale	*(di cui spese di spedizione € 60,00)*		€ **185,00**
Prezzo di vendita di un fascicolo, ogni 16 pagine o frazione (oltre le spese di spedizione)		€ 1,00	

I.V.A. 20% inclusa

RACCOLTA UFFICIALE DEGLI ATTI NORMATIVI

Abbonamento annuo		€ **190,00**
Abbonamento annuo per regioni, province e comuni		€ **180,00**
Volume separato (oltre le spese di spedizione)	€ 18,00	

I.V.A. 4% a carico dell'Editore

Per l'estero i prezzi di vendita, in abbonamento ed a fascicoli separati, anche per le annate arretrate, compresi i fascicoli dei supplementi ordinari e straordinari, devono intendersi raddoppiati. Per il territorio nazionale i prezzi di vendita dei fascicoli separati, compresi i supplementi ordinari e straordinari, relativi ad anni precedenti, devono intendersi raddoppiati. Per intere annate è raddoppiato il prezzo dell'abbonamento in corso. Le spese di spedizione relative alle richieste di invio per corrispondenza di singoli fascicoli, vengono stabilite, di volta in volta, in base alle copie richieste.

N.B. - Gli abbonamenti annui decorrono dal 1° gennaio al 31 dicembre, i semestrali dal 1° gennaio al 30 giugno e dal 1° luglio al 31 dicembre.

Restano confermati gli sconti in uso applicati ai soli costi di abbonamento

ABBONAMENTI UFFICI STATALI
Resta confermata la riduzione del 52% applicata sul solo costo di abbonamento

* tariffe postali di cui al Decreto 13 novembre 2002 (G.U. n. 289/2002) e D.P.C.M. 27 novembre 2002 n. 294 (G.U. 1/2003) per soggetti iscritti al R.O.C.